

Maintenance du Berry : du régionalisme à la Révolution Nationale

par Alain Giévis

« Il faut servir la vérité comme la vérité, c'est-à-dire comme le bien de tous, et non comme sa vérité c'est-à-dire comme un bien à soi. »

Jean Guéhenno, *Journal des années noires* 8 septembre 1942. (Éditions Gallimard, 1947, réédition 1973)

« Si on ne tient pas compte de l'effolement des esprits face aux événements formidables, imprévus, déroutants qui surgissent de 1934 à 1944, si on ne tient pas compte des erreurs et des dérives et qu'on veut figer tout cela, alors on ne peut concevoir cette époque dans sa complexité, ses évolutions, ses contradictions... »

Edgar Morin, témoignage recueilli par Pierre Péan, *Une jeunesse française*, Paris, Fayard, 1994, p. 215.

« **B**ien des siècles auront passé, que chercheurs et curieux se pencheront encore sur ces années terribles... Or, le devoir d'une revue indépendante et libre, où l'Histoire tient une large place, n'est pas seulement de scruter l'ancien temps, mais aussi de réunir, pour les générations futures, des témoignages de vérité sur notre époque. [...] »

Notre position est nette. Avec la sérénité que donne le recul du temps, nous aurons le seul souci de la réalité historique, en dehors de toute passion partisane comme de tout conformisme. [...] »

Ainsi s'exprimait Hilaire de Vesvre, alias Henri Mignoton, directeur-rédacteur en chef de *La Gerbaude*, dans le numéro 14, du premier trimestre 1951, consacré presque exclusivement à ce qu'il appelait les « années tragiques ». Quel historien ne pourrait souscrire à une telle déclaration ?

Hélas, pour ceux qui se veulent les héritiers spirituels d'Hilaire de Vesvre, il semblerait qu'il ne s'agisse là que d'une pétition de principe. Une polémique, à peine voilée, dont s'était fait l'écho *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, a révélé aux lecteurs de ce quotidien régional l'existence de plusieurs associations complaisantes envers des thèses nationales et nationalistes (1).

Cet article, qui n'engage que son auteur, se propose justement *en dehors de toute passion partisane* de mettre à la disposition des lecteurs de la revue de

l'ASPHARESD, un dossier leur permettant de mieux comprendre combien tout ce qui concerne le régionalisme, la défense des cultures régionales, la quête identitaire ramène presque inéluctablement à la France de Vichy, avec son cortège de malentendus et de contresens. Ainsi, Vichy serait le mal absolu, rien ne pouvant rédimier les actes du Gouvernement de Vichy ; pourtant, une étude attentive et minutieuse montrerait que ce régime *maudit* avait non seulement beaucoup emprunté, mais qu'il n'était pas une création *ex nihilo* ; il était aussi à l'origine d'un certain nombre d'institutions non répudiées par la République (2).

Il ne s'agit pas de dresser un réquisitoire et encore moins d'instituer un quelconque procès, Clio n'est pas Thémis ; les pièces que nous présentons montrent, s'il en est encore besoin, que les choses ne sont jamais simples en histoire et que les contradictions abondent ; en fait, le gag inusable de l'arroseur arrosé est un des pièges favoris de Clio. La recherche en paternité de tel ou tel concept politique peut laisser perplexes ceux qui pensaient auparavant être les détenteurs exclusifs et uniques d'une pensée prétendument novatrice. Ces documents sont suffisamment explicites et appellent peu de commentaires, nous avons opté, autant que faire se peut, pour des citations *in extenso*, en prenant le risque de rebuter le lecteur. Les notes, à la fin de cet article, fournissent un complément d'information et précisent les sources.

AUX ORIGINES DE LA POLÉMIQUE

Début février 1994, *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, du vendredi 4 février 1994 (3), présentait une association « Les Rats Noirs », à l'origine de la pratique d'un jeu venu des États-Unis, le *paint-ball*, consistant à mimer des combats guerriers, les balles étant remplacées par des billes de peinture. Cette association, n'ayant pu obtenir un terrain de la ville de Châteauroux, s'adonnait à son activité dans « la campagne ardente ».

La mairie de Châteauroux étant donc indirectement mis en cause, *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, du mardi 8 février 1994, laissait le maire de Châteauroux, Jean-Yves Gateaud, répondre :

« [...] La municipalité de Châteauroux a très clairement défini dès mars 1989 ses positions concernant les aides matérielles ou financières apportées aux associations. Elle a exclu de toutes aides municipales les associations qui, sous des couvertures diverses (aide humanitaire, loisirs, culture ou sports), ne cachent en fait que des actions du Front National. Ainsi “ Maintenance du Berry ”, “ Rats noirs ” sont des associations relais du Front National : certains de leurs membres fondateurs sont connus pour leur appartenance au Front National. Lors d'une récente réunion de “ Maintenance du Berry ”, les participants demandaient très clairement avant d'entrer : “ C'est bien là que se déroule la réunion du Front National ? ” »

Le prétexte à cette polémique renvoie à l'article cité du vendredi 4 février 1994, à propos du jeu venu d'outre-atlantique, le *paint ball*, soupçonné d'être en fait un sport paramilitaire, exacerbant l'agressivité. Aussi pour Jean-Yves Gateaud : « La municipalité de Châteauroux ne prêtera son concours à aucune manifestation ou action susceptible d'entraîner notre jeunesse vers des valeurs contraires aux droits de l'homme et à la démocratie. »

« Rolland Guillauneuf, secrétaire général de l'U.D.D.E.N.I. », dans les mêmes colonnes déclarait : « Ce genre de pratique d'activités avec des jeunes ne peut engendrer que climat de violence et de haine. Des activités autres, sportives notamment, seraient plus adaptées à ces enfants. On peut se féliciter que la municipalité n'ait pas accepté d'accueillir sur l'un de ses terrains ces guerriers en herbe. Nous n'avons pas à cautionner ce genre d'activités proches de la barbarie guerrière. »

La Nouvelle République précisait : « En ce qui concerne la rédaction de *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, il n'entraîne nullement dans nos intentions de faire le panégyrique d'une association qui véhicule un idéal politique extrémiste derrière un jeu que l'on pourrait associer au célèbre “ jeu des gendarmes et des voleurs ”. [On prétend tout ignorer de l'association “ Les Rats noirs ”.] Avec nos excuses à

ceux qui se sont sentis attirés par ce jeu et qui lui découvrent aujourd'hui des arrières-pensées qu'ils ne soupçonnaient pas plus que nous (4). »

Puisque cet article engageait la responsabilité de l'association *Maintenance du Berry*, il était normal que l'un des responsables de l'association interpellée pût s'exprimer à son tour dans les colonnes de *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, ainsi le jeudi 17 février 1994, sous le titre : « “ Maintenance du Berry ” : aucun lien avec le Front national. » Francis Bergeron, président de *Maintenance du Berry*, affirmait dans un communiqué : « “ Maintenance du Berry ” n'a aucun lien de droit ou de fait avec le Front National. C'est une association à vocation culturelle, qui revendique clairement sa filiation avec l'œuvre d'Hilaire de Vesvre qui pendant des années a accompli dans l'Indre un remarquable travail d'érudit, avec la publication de livres, et avec la revue “ La Gerbaude ”.

« La sensibilité des quelques trois cents adhérents de “ Maintenance du Berry ” est certainement plutôt de droite du fait de notre attachement à notre patrimoine et notre identité française et berrichonne. Mais nous n'entendons pas faire un tri dans nos adhérents entre électeurs de tels ou tels partis. Et nous n'entendons pas non plus céder au terrorisme intellectuel et jeter l'exclusive sur tel ou tel Berrichon au motif qu'il serait adhérent ou sympathisant du Front national.

« Nous préférons laisser à d'autres le sectarisme, pour nous concentrer sur l'objet social de notre association : l'animation – et je dirais même l'agitation – culturelle de notre département. La promotion des valeurs de l'enracinement local.

« Nos principales manifestations, ces derniers mois, ont été un colloque sur la bande dessinée à Saint-Maur, l'organisation d'une énorme collecte de jouets et d'une caravane pour la Croatie, pour les orphelins de Slavonski Brod. »

Le débat était lancé, nous retiendrons de ce communiqué l'assertion taxinomique de M. Bergeron : *est plutôt de droite celui qui est attaché au patrimoine et a le souci de son identité française et berrichonne. A contrario*, et implicitement, il est supposé que l'homme de gauche ne serait guère préoccupé de la conservation du patrimoine et serait favorable au brassage des populations, ne se souciant peu de l'évolution de la société française. Il était presque évident que le communiqué de Francis Bergeron allait susciter quelques remous, effectivement, le lundi 21 février 1994, *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, de nouveau, titrait : « “ Maintenance du Berry ” et le Front national »

La Nouvelle République utilisait le bon vieux principe du courrier des lecteurs pour apporter sa pierre à la

connaissance de *Maintenance du Berry*, ainsi sous le prétexte d'une lettre d'une lectrice, fort évidemment anonyme, « lectrice dont nous tairons le nom », on apporte quelques précisions sur cette association qu'est *Maintenance du Berry* et de ces liens éventuels avec le Front national. Il était donc rappelé que Francis Bergeron fut candidat pour le Front national aux élections cantonales à Argenton-sur-Creuse. « Elle indique en outre que l'adresse de "Maintenance du Berry", 41, boulevard Georges-Sand, à Châteauroux, est aussi celle de l'association "Berry Croatie", et celle également du dirigeant du Front national jeunesse (F.N.J.) association dont le but avoué (article 2 des statuts) est de "rassembler dans une structure commune les jeunes forces vives du nationalisme français". »

« On comprend mieux que M. Bergeron (N.R. du 17 février) ait reconnu "une sensibilité de droite", parmi les adhérents de son association et qu'il n'ait pas souhaité "jeter l'exclusive sur tel ou tel Berrichon au motif qu'il serait adhérent ou sympathisant du Front national". »

On pouvait penser que les escarmouches allaient cesser, pourtant *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, du mercredi 9 mars 1994, continuait à alimenter la polémique, avec un titre choc : « Contre le rond-point du 19 mars, "Maintenance du Berry" manifesterà dimanche à Châteauroux. » Figurait également un communiqué de Francis Bergeron, suite à l'article du 21 février 1994, précisant que son association manifesterait le dimanche 13 mars pour obtenir notamment que fût débaptisé le rond-point du 19 mars 1962.

« ... On ne peut m'accuser d'avancer à visage masqué, car je n'ai jamais caché mes idées de droite. Il n'empêche que "Maintenance du Berry" n'est pas un "relais" du Front national [...] et ne le sera jamais, d'une part par fidélité à Hilaire de Vesvre, qui avait créé cette association bien avant la guerre, et bien avant la création du Front national. Par ailleurs notre association se situe sur le terrain culturel, et non sur le terrain politique.

« Cela signifie en clair que les opérations d'agitation culturelle qui ont été menées et qui vont s'intensifier dans les prochains mois, se décident dans le cadre d'une petite équipe que je dirige, avec Christophe Bouquin et Sophie Vilain, et ceci en toute indépendance à l'égard de quelque parti politique que ce se soit.

« Ainsi le 13 mars prochain, comme l'an dernier, nous irons manifester notre désaccord avec la politique de M. Gateaud concernant les nouveaux noms de rues et de places de Châteauroux, choisis systématiquement avec des arrières-pensées idéologiques.

Nous manifesterons en particulier pour que soit débaptisé le rond-point du 19 mars 1962, date honteuse, qui rappelle le fiasco français en Algérie, et qui fait fi du martyre des pieds-noirs et des harkis.

« Nous invitons tous les Castelroussins, et en premier chef les anciens combattants d'Algérie, les anciens harkis, les rapatriés et leurs familles, à participer à cette protestation.

« D'ores et déjà nous demandons à la future équipe municipale, qui sera élue en 1995, à s'engager à débaptiser ce rond-point ainsi que le rond-point Willy Brandt (du nom du leader socialiste allemand qui n'a aucun lien avec notre région) pour les appeler rond-point Philippe-Auguste et rond-point Richard Cœur-de-Lion personnages qui ont marqué l'histoire de France et du Berry [...] »

Retenons de cette longue citation que, selon M. Bergeron, *Maintenance du Berry* fut fondée avant la Seconde Guerre mondiale par Hilaire de Vesvre et qu'il s'agit d'une association à vocation culturelle et non politique. Le chroniqueur du journal local ne manqua pas d'ironiser sur la prétendue vocation culturelle de la dite association dans son article consacré au compte rendu (5), on pouvait ainsi noter la présence de Roger Holeindre (6), « militant du Front national et proche de Jean-Marie Le Pen », qui dans son discours fustige la municipalité de Châteauroux pour le rond-point objet de la manifestation qui est « le fait d'une municipalité de gauche et d'une droite molle et vérolée qui ne bouge pas ». Le journaliste du quotidien régional notait également dans l'assistance des jeunes militants du Front national.

S'agissait-il d'une manifestation culturelle ? Au-delà des sophismes et de la rhétorique propre au genre polémique, on peut au moins admettre que le citoyen s'interroge sur le sens du nom de baptême de ce rond-point. Cela n'est pas sans rappeler ce Français qui s'étonnait, à Londres, que les Anglais aient donné des noms de défaite à leur place (Trafalgar) et à leur gare (Waterloo). La municipalité de Châteauroux prenait, somme toute, le risque du débat en baptisant ainsi le fameux rond-point, débat touchant à l'histoire du pays, donc appartenant au champ du culturel. Mais peut-on reprocher à une municipalité qui n'a jamais mis son drapeau dans sa poche d'afficher ses convictions en maniant des symboles aussi chargés de sens. Baptiser, débaptiser les rues, les places, etc., est somme toute une pratique courante, faisant partie du folklore politique de la nation, voire de l'alternance politique.

Ainsi, le 13 août 1943, l'Intendant de Police informait le préfet régional (Archives départementales de la Haute-Vienne, série 185 W, tracts n'ayant pas été

considérés par la police comme une provocation, ce qui n'a pas été toujours le cas pour d'autres appels) :

« rapport n° 18903/ Pol.

L'Intendant de Police à Monsieur le Préfet Régional

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans la nuit du 7 au 8 août 1943, deux tracts communistes ont été découverts dans les rues d'Argenton-sur-Creuse (Indre).

Ci-joint deux copies de ces tracts.

- Tract

Liberté Egalité Fraternité

Argentonnais Républicains

À notre dernier appel, la réponse a été unanime, et votre abstention a ridiculisé la manifestation de l'Anti-France.

Mais nous devons aller plus avant dans la croisade contre les ennemis de la République, contre ceux qui voudraient porter atteinte à toutes les libertés du peuple.

Il en est qui depuis longtemps s'efforcent de saper les assises républicaines et de substituer au régime des libertés populaires celui de l'obscurantisme et des croyances ridicules.

Depuis que les purs républicains entreprirent au début du siècle d'arracher le peuple aux pratiques religieuses qui ne visaient qu'à l'asservir, la calotte n'a jamais pardonné aux Républicains cette action nécessaire de libération.

Depuis l'Église a toujours flirté avec les puissants, et s'est constamment refusée à pactiser avec le Prolétariat.

L'heure est venue de montrer que le peuple se rebelle contre toutes les contraintes, qu'elles viennent des ennemis qui souillent notre sol, ou de ceux qui voudraient restreindre nos libertés en les pliant au cadre de croyances ridicules qui n'apportent au peuple rien d'autre que des espérances sur le néant.

Reprenant l'étendard que, derrière le père Combes les purs Républicains ont déjà brandi, et marchons sus aux profiteurs du peuple, sus à la calotte sus aux vendus.

Avec la clique Pétain en ont-ils débaptisé des rues et des places ?

Ici la place de la République ailleurs les rues portant des noms qui nous sont chers " rue Jean-Jaurès, rue Emile Zola, rue Roger Salengro, rue Saco Vensetti (sic), rue de la Commune, etc. "

Argentonnais Républicains, debout pour la lutte contre tous les ennemis de la République.

Tout comme vous avez déserté la manifestation de l'Anti-France de Pétain, écarter-vous de la calotte.

Femmes républicains (sic), le Dimanche vous avez

d'autres tâches que d'aller écouter les balivernes des curés.

Et vous, camarades, refusez leur votre argent ; ils s'en servent pour étouffer la République.

VIVE LA FRANCE RÉPUBLICAINE ... VIVE L'ARMÉE ROUGE.

VIVE LA RÉVOLUTION

Le Comité de la libération totale.

Afin de manifester votre attachement au régime républicain et votre mépris à l'Antifrance, écrivez partout à la craie " Vive la république " (sic). »

Les exemples abondent, nous avons cité celui-ci en raison du contexte historique (l'année 1943, le régime de Vichy) et pour montrer l'intérêt qu'il y aurait à entamer une étude exhaustive concernant les changements de nom des rues et autres places, et non par goût d'une quelconque symétrie. Reste que nous avons affaire avec ces cérémonies, se voulant fondatrices, à des formes très élaborées, dans leur symbolique, d'exécution rituelle (7).

Après l'épisode du rond-point de Châteauroux, les projecteurs ne furent plus braqués sur *Maintenance du Berry*, mais au moins d'août, *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, datée du 13-14-15 août 1994, publiait le communiqué suivant de la municipalité du Blanc :

« Mise au point - La municipalité ne participe pas à l'hommage à M. Chichery.

La municipalité du Blanc informe la population qu'elle n'est pas du tout partie prenante de la manifestation qui serait organisée par l'association " Maintenance du Berry " lundi 15 août, en hommage à A. Chichery, tant au monument aux Morts qu'au cimetière.

La municipalité estime en effet qu'il est anormal que le monument aux Morts, lieu de mémoire collective, puisse servir une cérémonie strictement privée. Elle a d'ailleurs fait connaître à l'association en question son opposition à tout dépôt de gerbe.

Si la municipalité reconnaît l'action au plan local de M. Chichery, elle ne souhaite pas porter, à travers ce type de cérémonie, un jugement sur ces engagements politiques. »

La même stratégie de communication était de nouveau employée par les militants de cette association ; stratégie en fait bien connue de tous les mouvements très minoritaires qui ont besoin d'avoir recours à l'agit-prop pour se faire connaître. Suite à cette manifestation qui eut lieu malgré tout, un tract fut distribué, et il semblerait qu'il fût même télécopié à certaines personnes qui furent des acteurs de ces années terribles. Il ne nous est pas possible de préciser l'origine exacte de ces textes, eu égard à l'absence de références

précises, l'un était la reproduction d'une allocution prononcée par une personne dénommé Alain Sanders, l'autre, signé François Franc. Dans le chapeau, on pouvait lire : « Malgré l'opposition de la municipalité socialiste du Blanc (Indre), "Maintenance du Berry" a commémoré l'assassinat – une balle dans la nuque – d'Albert Chichery, il y a cinquante ans. »

L'article de François Franc explique pourquoi

Maintenance du Berry avait tenu à commémorer la fin tragique d'Albert Chichery. D'abord, le fait que la municipalité « de gauche » du Blanc « pour mieux désavouer l'hommage à Chichery [...] en arrive à sous-entendre que Chichery, malgré une action locale qui ne peut être niée, aurait eu des engagements politiques contestables, c'est-à-dire de droite, voire "fascisant". Si "Maintenance du Berry", à l'initiative de Christophe Bouquin, de Francis Bergeron et d'Alain Sanders, a tenu à rendre hommage à Chichery, c'est que, précisément, cette grande figure berrichonne d'avant guerre ne peut absolument pas être présentée comme un homme de "droite" ou d'"extrême droite". Chichery ne partageait pas nos valeurs, celles que défend "Maintenance du Berry". Innocent parmi les innocents, théoriquement inattaquable – même si l'on prend les critères habituels des nouveaux bien-pensants – Chichery fut l'une des cent mille victimes de l'épuration.

« Par-delà son cas – ô combien symbolique – c'est aux victimes de l'épuration, à toutes les victimes, que "Maintenance du Berry" entendait le 15 août rendre hommage. Aux femmes tondues de Châteauroux, aux torturés de Pouligny-Saint-Pierre, aux femmes violées et massacrées de la forêt de Tronçais. Et aussi au fondateur de "Maintenance du Berry" et de la revue *La Gerbaude*, Hilaire de Vesvre, qui fut lui-même menacé et arbitrairement détenu dans une prison communiste pour avoir reçu Charles Maurras à Châteauroux pendant l'Occupation. »

Alain Sanders, au cours de son intervention, relatait ce que furent les derniers moments d'Albert Chichery, il désignait expressément ceux qui composaient le commando, chargé d'exécuter sommairement Albert Chichery, condamné à mort pour « collaboration étroite et suivie avec l'ennemi », au nom des Forces Françaises de l'Intérieur, d'après l'orateur. Des résistants, connus de tous les historiens de la période, étaient ainsi gravement accusés d'avoir perpétré un crime ignoble, même s'il était rappelé qu'une ordonnance de non-lieu avait été prononcée à l'égard de ceux ainsi désignés à la vindicte publique ; et de ce fait, revenant sur la chose jugée, l'auteur de cette harangue n'hésitait pas à braver le procès en diffamation.

En fait, les responsables de *Maintenance du Berry*

étaient bien, cette fois, fidèles à Hilaire de Vesvre (alias Henri Mignoton), puisque celui-ci, en 1951, publia une suite d'articles consacrés à la disparition tragique d'Albert Chichery (8). Il justifiait cette entreprise car il voulait témoigner de « l'étonnement et de l'écœurement de tous les braves gens devant certains "oublis", certains silences, certaines ingratitude autour de la mémoire d'Albert Chichery », Hilaire de Vesvre reconnaissait qu'il ne partageait pas « les idées politiques de Chichery ». Il en était « d'autant plus à l'aise pour rendre hommage à un honnête homme, à un Français de bonne foi, victime d'un crime abominable (9) ».

Il est vrai que les circonstances de la mort d'Albert Chichery restent encore confuses, en partie mystérieuses ; il est non moins vrai que cinquante ans plus tard, il est difficile de comprendre pourquoi cet homme fut

abattu. Mais les militants de *Maintenance du Berry* sont-ils persuadés de faire avancer la connaissance historique en maniant l'invective, et, surtout, en avançant des chiffres hautement fantaisistes concernant l'épuration en France (10). Une fois de plus, et nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet en conclusion, la mémoire et l'histoire ne font pas bon ménage. Quand Alain Sanders concluait sa philippique en disant que « cinquante ans après, notre présence dans ce cimetière, devant cette tombe témoigne que nous n'avons rien oublié. Nous sommes les fils de la Mémoire », il laisse entendre que cette mémoire serait la vérité, que, justement, cette manifestation avait aussi pour but de faire connaître cette vérité. En fait, c'est plutôt l'expression d'une mémoire nourrie de récits invérifiables, de ressentiments, d'écrits colportant et amplifiant l'horreur d'actes de violence inqualifiables. Et cette mémoire crie justice au nom de victimes qui ne pourront, et pour cause, jamais livrer le secret de leur mort atroce.

Les cimetières appellent le recueillement, la prière, la méditation, mais certainement pas l'expression de la polémique. L'attitude des militants de *Maintenance du Berry* n'était pas sans rappeler, toutes choses étant égales, le comportement de manifestants juifs, lors de la journée de commémoration du cinquantième anniversaire de la rafle du 16 juillet 1942 du Vel' d'Hiv'. Ces jeunes, filles et fils de déportés, ne comprenaient pas que le président de la République ne se prononçât pas plus explicitement dans sa condamnation de l'État français, d'autant plus que François Mitterrand faisait fleurir la tombe de Philippe Pétain. En fait, le président de la République refusait de rendre la République comptable des atrocités commises par le régime de Vichy. La mémoire oblitérait la vérité des faits patiemment reconstitués par le travail des historiens. La polé-

mique provoquait des débordements. Parmi la foule recueillie aux abords du site de l'ancien Vel' d'Hiv', des contestataires chahutèrent le président, entraînant de vives réactions d'hostilité chez les survivants de cette triste période à l'égard de jeunes gens qui ne respectaient pas le sacré du lieu.

Nous ne cédon pas, à notre tour, à un quelconque penchant pour la provocation en établissant un parallèle, que d'aucuns jugeront scandaleux, entre ces deux commémorations ; fort évidemment, ce n'est pas l'événement, en soi, qui est intéressant à analyser mais le processus de mémoration. Puisque la mémoire tient lieu de science, il était presque dans l'ordre des choses que *Maintenance du Berry* organisât une « Journée de la mémoire », où, du reste, l'évocation de la Résistance devait figurer en bonne position. Une fois de plus, la controverses fut vive.

La Nouvelle République du Centre-Ouest, samedi 5 novembre 1994, titrait :

« Journée de la Mémoire

« L'association " Maintenance du Berry " organise dimanche 6 novembre une " Journée de la Mémoire en Bas-Berry ". [dans un premier temps, il s'agit de protester] contre les changements des noms les plus symboliques de l'histoire berrichonne. Il est scandaleux que la municipalité ait débaptisé le nom de Bordes-soule qui était un général d'Empire, né à Luzeret dans l'Indre, au profit de Mendès-France qui n'a rien à voir avec notre histoire berrichonne [voir *supra* pour les changements de nom à Châteauroux].

M. Bernard Antony, député européen du Front national, et président de Chrétienté Solidarité, interviendra sur le thème " Les enjeux de la mémoire : l'enracinement berrichon et français ". »

Une autre cérémonie était prévue le même jour à Villedieu, toujours organisée par *Maintenance du Berry*, afin « de rendre hommage à feu Henri d'Astier de la Vigerie, né dans cette commune. » L'article évoquait le rôle joué par celui qui fut compagnon de la Libération, M^e Biaggi, avocat, « compagnon d'armes de feu Henri d'Astier de la Vigerie » devait présider cette cérémonie. *Maintenance du Berry* « convie les amicales et associations d'anciens combattants. À l'issue de la cérémonie sera dévoilée sur le mur du château une plaque à la mémoire d'Henri d'Astier de la Vigerie ».

La Nouvelle République du Centre-Ouest (lundi 7 novembre 1994) publia un article signé Daniel Dartigues. Il ne s'agissait plus pour *La Nouvelle République* d'être simple spectatrice, voire d'annoncer les opérations d'agit-prop de *Maintenance du Berry* comme s'il était question d'une simple animation d'un

quelconque comité des fêtes. Certes, un quotidien régional se doit d'être d'abord au service de l'information locale avant d'être l'expression des opinions les plus diverses ; néanmoins, il était difficile d'oublier pour les membres de la rédaction de ce journal l'origine, les circonstances de la création de *La Nouvelle République* et, à ce titre, l'article de Daniel Dartigues avait valeur d'engagement. Il est des symboles avec lesquels des journalistes scrupuleux ne peuvent transiger. Mais, cependant, le lecteur ne pouvait s'empêcher de se demander s'il n'assistait pas une fois de plus à la facétie de l'arroseur arrosé ou à une version berrichonne du pompier pyromane. Qui était la créature de qui ? Le chapeau de l'article était suffisamment explicite :

« Culture et idéologie

Sous couvert associatif, l'extrême droite règle ses comptes avec deux municipalités et sélectionne l'histoire à son profit. »

Cet article précisait que le nombre de « personnes réunies autour de M. Bergeron, mais aussi de Bernard Antony, député européen du Front national, de Michel Flammen, président départemental du F.N. » s'élevait à soixante. Ces personnalités de la droite nationale française vitupérèrent la municipalité de Châteauroux pour avoir utilisé « des noms idéologiquement très orientés, politiquement très significatifs et développant des valeurs de déculturation ».

Daniel Dartigues voyait dans cette invective une attaque en règle contre la personne de Mendès-France, philippique dégageant un fort remugle d'antisémitisme : « Ils ont en même temps cloué au pilori l'inspirateur juif de la gauche française [...]. » Certes, lorsqu'un orateur parle de valeurs de déculturation à propos de l'évocation du nom de Mendès-France qui appartient au patrimoine de l'Histoire de France, il est légitime de se poser quelques questions. Rappelons la définition que le dictionnaire (édition 1990) *Le Robert* donne pour *déculturation* : « dégradation de l'identité culturelle d'un groupe ethnique. Cf. Ethnocide. *Par extension* Abandon, rejet de certaines normes culturelles. »

Daniel Dartigues s'étonnait que l'hommage rendu à la famille d'Astier de la Vigerie ne concernât qu'un seul membre, Henri, alors que le journaliste rappelait que François et Emmanuel étaient également Compagnons de la Libération. Habilement, l'auteur de cet article précisait que François « soutint en juin 1941 un certain... Mendès-France, détail qui valut au défenseur d'être surnommé par l'extrême droite antisémite " d'Astier de la Juiverie ". Précision gommée dans son hommage à la famille par M^e Biaggi, avocat se pré-

tendant “ avoir été très lié à François d’Astier de la Vigerie ”, contrairement à ce qu’affirme Geoffroy, petit-fils de François et l’historien de la famille. »

Certes, il était cependant souligné que « Jean-Bernard d’Astier de la Vigerie, fils de Henri et décédé en août 1994, fut membre du Front national – son père était monarchiste ». Daniel Dartigues concluait en montrant que le doute n’était plus permis, qu’il y avait bien collusion entre le Front national et *Maintenance du Berry*, que les sceptiques devaient savoir « enfin que le magazine d’extrême droite *Présent*, dans son édition du 13 juillet 1994, annonçait “ une manifestation patriotique à Villedieu ”, pour répliquer au maire, Jean-Paul Thibault, “ l’auteur d’un ignoble rapprochement entre la destruction d’Oradour et le Front national ”. »

La famille d’Astier de la Vigerie devait, du reste, faire parvenir un communiqué au journal local, publié dans *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, mercredi 9 novembre 1994 :

« Maintenance du Berry – Une mise au point de la famille d’Astier de la Vigerie

[suite aux manifestations annoncées] la famille d’Astier de la Vigerie tient à faire la mise au point suivante :

“ Cette manifestation a été organisée en complet désaccord avec l’ensemble des descendants de François, d’Henri et d’Emmanuel d’Astier de la Vigerie, tous trois compagnons de la Libération.

En effet l’association ‘ *Maintenance du Berry* ’ est proche du Front national, la présence prévue de Bernard Antony, député européen du Front national, suffit à le prouver. Il nous paraît anormal que ce parti s’approprie le nom d’Henri d’Astier de la Vigerie dans la mesure où les intérêts qu’il a servi sont ceux de la France et non ceux d’un parti politique.

Nous faisons confiance aux lecteur de ‘ *La Nouvelle République* ’ pour juger de tels procédés et pour comprendre notre indignation. ” »

Les associations de résistants réagirent également par l’intermédiaire de *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, datée du lundi 14 novembre 1994 :

« Culture et idéologie – Les résistants indignés

À la suite des “ manifestations tapageuses ” organisées, le dimanche 6 novembre, à Villedieu, conjointement par le Front national et l’association “ *Maintenance du Berry* ”, le comité d’union des associations de résistants et de déportés de l’Indre dénonce, dans un communiqué, les tentatives d’appropriation de la Résistance par ces deux mouvements d’extrême droite. Il exprime son indignation et assure la famille

d’Astier de la Vigerie de son entière solidarité et de sa sympathie.

Résistants et déportés de l’Indre constatent que “ *Maintenance du Berry* ” n’est en fait qu’une “ filière du Front national de M. Le Pen, demeurant fidèle à l’idéologie de son fondateur, Hilaire de Vesvre (Mignoton), collaborateur pétainiste notoire et odieux calomniateur de la Résistance ”. »

On retiendra, suite à la lecture de ce communiqué de presse, que, pour les responsables d’associations d’anciens résistants et d’anciens déportés, *Maintenance du Berry* est une association d’extrême droite, ensuite qu’Hilaire de Vesvre, alias Henri Mignoton, fut un *collaborateur, pétainiste notoire, et odieux calomniateur de la Résistance*. Ce qui devait arriver arriva ! À force de manier l’invective, la provocation, il ne fallait plus s’étonner que les qualificatifs évoquant l’atmosphère de la Libération fissent leur apparition ; d’autant que fut publié dans la presse dite nationale, à l’automne 1994, un article dont la photocopie fut même adressée à la mairie de Châteauroux par une personne curieuse de savoir ce que recouvrait cette affaire.

« Châteauroux (Indre) - Un hommage à de curieux “ martyrs ” FFI de la Résistance

Châteauroux, préfecture de l’Indre, vient de commémorer la mort – évidemment héroïque – de onze FFI, il y a tout juste cinquante ans. Une plaque a été apposée dans l’enceinte de l’espace Mendès-France, l’ex-caserne Bordessoulle et l’on nous annonce l’ouverture imminente d’un musée de la Résistance et de la Déportation qui devrait être installé dans la Chapelle des Rédemptoristes.

Quelle mort glorieuse trouvèrent donc ces onze fifis, dont les noms sont désormais gravés dans le marbre ? Quelle mort glorieuse purent-ils donc trouver ce 10 septembre 1944, alors qu’il n’y avait plus un Allemand à Châteauroux depuis plusieurs jours ? [...]

Malheureux accident. Mais peut-on parler d’héroïsme ? Peut-on parler de résistance ? La cérémonie d’hommage du 10 septembre 1994 à ces “ martyrs ” FFI, les remises de médailles aux rescapés de l’explosion de 1944, l’annonce qu’un musée de la Résistance et de la Déportation viendrait désormais entretenir le souvenir de ces onze “ héros ”, donnaient le sentiment étrange que, pour bien ancrer dans les esprits “ ces heures les plus sombres de notre histoire ”, il fallait faire feu de tout bois, quitte à transformer en héros de la résistance onze malheureux récupérateurs de cartouches.

Précisons toutefois que le département de l’Indre a eu aussi quelques authentiques héros et martyrs de la résistance en cet été 1944, comme le jeune chef scout

Jean Traversat. [...] »

Pourquoi défier les résistants survivants ? Pourquoi déchaîner les passions ? Pourquoi raviver les déchirements ? quitte à travestir la réalité historique des faits ou à forcer le trait et à pratiquer l'amalgame entraînant les pires confusions. Le genre pamphlétaire et une relative délectation à étriller l'adversaire politique sont une tradition solidement enracinée dans la presse nationaliste ; tous les coups sont permis, la formule la plus cruelle, la plus assassine, est autorisée car la beauté du geste compte autant que le résultat. Mais n'est pas Léon Daudet qui veut ; et de Céline, à défaut d'avoir la verve féroce, on ne garde souvent que la méchanceté, ainsi l'expression « fifis » qui revenait fréquemment sous la plume de Louis-Ferdinand dégage, ici, une odeur *sui generis*. Quelles sont les raisons profondes, expliquant pourquoi la plume des chroniqueurs des feuilles de la « droite nationale » laisse sourdre une telle morgue ?

Du fait qu'un certain nombre d'associations d'anciens résistants sont issues de mouvements proches du parti communiste pourrait permettre de comprendre cette hargne, en raison de l'anticommunisme exacerbé des militants de la droite nationale. S'agit-il de repréciser à titre posthume pour complaire aux mânes d'Henri Mignoton qui eut à subir les foudres de trop zélés serviteurs d'une épuration par trop expéditive ? *La Gerbaude*, revue dont il était le maître d'œuvre, se fit longuement l'écho de ces heures confuses ; mais, quelle autre période de l'histoire pourrait se parer d'une justice paisible et sereine quand les hommes d'une même nation se sont si âprement divisés et ont subi les pires vicissitudes d'une occupation dont ne peuvent avoir idée ceux nés après ces événements douloureux.

Même s'il est difficile pour quiconque d'oublier les souffrances endurées, à défaut d'une vaine réconciliation, l'heure du pardon n'est-elle pas enfin venue. Il est pour le moins paradoxal pour des gens qui revendiquent haut et fort leur tradition catholique de ne pas pratiquer l'une des vertus cardinales chrétiennes : celle du pardon. À leur tour ne peuvent-ils éprouver ce que put être la douleur des familles qui perdirent l'un des leurs lors de cette terrible explosion ; est-il donc si difficile de concevoir que l'hommage rendu à ces jeunes gens est en fait un salut fraternel à toutes les vies gâchées et irrémédiablement perdues durant cette guerre atroce. L'idée de créer un musée de la Résistance et de la Déportation est-elle donc si stupide pour susciter de tels commentaires sarcastiques ? La réaction eût-elle été la même si la municipalité de Châteauroux avait eu une autre couleur politique que le rose des socialistes ? Étant donné la haine tenace que les

propagandistes de l'opposition nationale vouaient à de Gaulle, qui le leur rendait bien du reste, il n'est pas certain qu'une municipalité gaulliste trouvât grâce aux yeux des militants de *Maintenance du Berry*, si cette dernière avait émis le vœu de consacrer un lieu à la mémoire de ceux qui crurent de leur devoir de résister à la déchéance et de tout mettre en œuvre pour que France recouvrît sa dignité. Lieu de mémoire, du souvenir et de l'histoire de tous les mouvements de la Résistance, et du peuple silencieux.

Faut-il donc souffrir d'artériosclérose pour avoir le cœur si dur, hélas, il n'est guère dans les pouvoirs de l'historien de tenter un pontage miraculeux pour insuffler encore un peu de compassion chez ces hommes dont l'amour pour la France n'est pas sans rappeler ces amants jaloux qui ne peuvent et ne savent plus aimer.

Mais, finalement, qui sont ces personnes qui revendiquent l'héritage d'Hilaire de Vesvre ? De quand date exactement la création de l'association *Maintenance du Berry*, s'agit-il bien d'une association fondée avant la dernière guerre ? Quelle fut son activité autrefois ? Les journalistes de *La Nouvelle République* n'ont-ils pas été abusés par les propos du porte-parole de cette association ?

Nous allons tenter de répondre en partie à ces interrogations, nonobstant l'état de la documentation consultable dans les dépôts d'archives.

VÉRITÉ 89 EN BAS-BERRY OU LE SOUFFLE ENCORE CHAUD DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Quelques esprits atrabilaires et, certainement, malveillants seraient en droit de s'étonner que ce soit l'année du cinquantième anniversaire de la Libération de la France que se manifestent les thuriféraires d'Hilaire de Vesvre ; du reste toute cette agitation a un goût de revenez-y pour ceux qui se souviennent d'une association, *Vérité 89 en Bas-Berry*, qui avait su, en son temps, créer l'événement en profitant également d'une commémoration nationale et d'importance : le bi-centenaire de la Révolution française.

S'attaquer à un tel édifice de l'histoire et de la mythologie de la France ne manquait pas d'un certain panache pour Francis Bergeron qui, déjà, était le porte-parole de cette association dont les déclarations furent publiées dans la presse locale. Une grande habileté, un goût certain du paradoxe, une petite dose de sophisme et une pincée d'histoire scientifique, plus le levain de la manifestation spectaculaire étaient les ingrédients du soufflé destiné à retomber bien vite, ce qui est le lot de tous les soufflés comme chacun sait.

Ainsi pouvait-on lire dans *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, du 15 février 1988 :

«Un comité “ Vérité 89 ” pour “ démythifier ” la Révolution ?

Samedi après-midi, en la salle polyvalente de la Maison des clubs, à Belle-Isle, l'association départementale “ Vérité 89 ” annonçait officiellement sa création et présentait son bureau : Mme Dominique

Blanchard (Saint-Martin-de-Vertou, près de Châtillon), présidente ; M. Francis Bergeron (Saint-Marcel), secrétaire général ; M. Gérard Champion (Chèzeaneuf, près de Niherne), trésorier. [...] » Puis le 19 août 1988, *La Nouvelle République* titrait :

« **Le comité “ Vérité 89 en Bas-Berry ” organise un colloque sur le bicentenaire.** [...] »

Francis Bergeron [...] se réserve de parler de la petite chouannerie berrichonne. [...]

“ Vérité 89 ” entend ériger sur les lieux du drame, à “ La Montée rouge ” une stèle commémorative. [...]

Francis Bergeron (*La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 22 août 1988) s'expliquait : « On est en train de nous tanner avec le bicentenaire alors que les travaux des historiens, toutes tendances politiques confondues, remettent actuellement en cause les dogmes de 89. Il faut tout de même savoir que le coût de cette révolution a été, tant sur le plan humain qu'économique, tout à fait négatif. [...] »

Effectivement, une souscription fut lancée et une manifestation eut lieu (11). L'attitude de ces manifestant et de celui qui était l'un des théoriciens de ce groupement relevait d'une pensée que l'on peut qualifier de contre-révolutionnaire, sans pour autant être péjoratif à l'égard de cette idéologie qui est une composante essentielle de l'histoire politique de la France (12). Du reste, dans une revue qui ne cache pas son ancrage nationaliste, *L'Astrolabe*, n° 94, 1990, Francis Bergeron écrivait, à propos d'un ouvrage consacré à la ville de Châtillon-sur-Indre de 1785 à 1795, que ce dernier était « préfacé par Jean-Louis Girault, qui est l'un des dirigeants de l'association Vérité 89 en Bas-Berry, un mouvement contre-révolutionnaire local dont les activités ont été jugées par le quotidien *La Nouvelle République* et FR 3 Région Centre comme figurant parmi les plus notables de l'année écoulée ».

À ce titre, la filiation avec Hilaire de Vesvre (alias Henri Mignoton) était indubitable.

HENRI MIGNOTON, L'ACTION

FRANÇAISE ET LA « DIVINE SURPRISE »

Il n'est pas dans notre propos, ici, d'évoquer outre mesure l'action militante d'Henri Mignoton au sein de l'Action Française dans le département de l'Indre (13). Henri Mignoton était directeur d'un cabinet de contentieux, il fut secrétaire de la Ligue Départementale d'Action Française de décembre 1926 à juillet 1932,

secrétaire du Centre de Propagande de Châteauroux de décembre 1926 à juillet 1932, secrétaire départemental du Comité de la Section du Bas-Berry après la réorganisation de juillet 1932 et président de Section Châteauroux-Ardenes de juillet 1932 à août 1934.

Six ans après la fin de la guerre, Hilaire de Vesvre, alias Henri Mignoton, signa un article, publié dans *La Gerbaude* (14), le présentant comme un résistant à l'occupation allemande, donc implicitement comme étant opposé à toute collaboration avec l'Allemagne. Mais que fallait-il entendre par *résistant* ? Nourri au sein de la pensée de Jacques Bainville (15), les sympathisants de l'Action Française n'étaient pas particulièrement partisans d'une franche collaboration avec les nationaux-socialistes allemands pour construire l'Europe nouvelle ; du reste, une lecture, prudente et critique, des nombreux rapports soit des préfets, soit des commissaires des Renseignements Généraux (16), pour la période de l'occupation, laisse effectivement penser que les militants et les proches de l'Action Française n'étaient pas, dans leur grande majorité, des collaborationnistes pour reprendre l'expression consacrée de cette période. En revanche, ils se montraient très loyaux à l'égard du Maréchal Pétain, mais force est de constater que la politique menée par le Gouvernement suscitait des divisions parmi les militants de l'Action Française. Certains préféraient se rapprocher du Comte de Paris, d'autres soutenaient et approuvaient, encore en 1944, les mesures prises par Vichy. Dans un premier temps, d'après le préfet de l'Indre, l'été 1941, le « Parti monarchique continu[ait] sa propagande sous la direction de M. de La Rocque, secrétaire du Comte de Paris, demeurant à Châteauroux [et] vis[ait] actuellement à la constitution des cadres ». Cette propagande consistait « en tournées des dirigeants [et] en diffusion par la poste des lettres, instructions et photographies du Comte de Paris ». À l'automne de cette même année, le préfet de l'Indre notait que « les dirigeants de ce parti continu[aient] à faire preuve d'une grande activité : nombreux déplacements, correspondance abondante et suivie, distribution de tracts par voie postale [et que] le parti observ[ait] un loyalisme total envers le Maréchal, mais n'[était] pas sans l'espoir de lui succéder un jour ».

D'après le commissaire divisionnaire, responsable du Service Régional des Renseignements Généraux pour la région de Limoges, le « Parti [avait] son centre à Châteauroux où [était] domicilié M. de la Rocque de Séverac, représentant du Comte de Paris pour la France. Le Secrétaire était M. C... C., Place de la Mairie à B... (Indre). Il était assisté de Mlle F... O. et M. D... M. ». Début juillet 1943, M. de la Rocque devait donner « congé à M. C... et à tout le personnel

du Secrétariat ». Le secrétaire de M. de la Rocque de Séverac devait ensuite conduire l'opposition aux thèses du Comte de Paris.

En effet, le 9 mars 1943, le colonel de La Rocque fut arrêté et déporté ensuite en Allemagne. Après avoir rallié le maréchal Pétain, refusant la politique de collaboration, il passa à la dissidence. Pourtant à son retour de déportation, il eut à souffrir de son ancien soutien à Pétain, le général de Gaulle attendant l'année 1961 pour reconnaître les faits de résistance du colonel de La Rocque. Or M. de La Rocque de Séverac était le frère du colonel, comme le Comte de Paris ne cachait plus guère ses sympathies à l'égard d'Alger, on peut comprendre les dissensions au sein de l'Action Française, tout en notant que nous éviterons l'amalgame entre l'Action Française et le P.S.F. Début février 1943, dans une longue note adressée à Vichy et au préfet régional, le commissaire en charge des Renseignements Généraux, au demeurant très loyaliste, à tout le moins dans ses écrits, rendait compte des turbulences affrontées par les tenants de la monarchie en France. En raison de l'intérêt de ce document inédit, nous le reproduisons intégralement.

« Au cours de cette semaine, des commentaires très variés ont pu être recueillis dans tous les milieux, concernant le retour éventuel de la Monarchie en France.

D'après certaines personnes, le Général Giraud serait l'homme des conceptions nouvelles d'autorité et d'indépendance nationales, rallié à la cause et aux intérêts du Comte de Paris - Son activité n'aurait d'autre but que de préparer la voie à la restauration d'une Monarchie constitutionnelle.

Un assez fort mouvement d'opinion se manifeste en faveur de cette solution. Des gens qui naguère affichaient une aversion profonde, que la seule évocation d'un Monarque régnant sur la France troublait et agitait à l'extrême, sont prêts maintenant, à faire amende honorable.

Dans certains milieux maçonniques et surtout dans les milieux qui dépendent de la Grande Loge de France (rite Ecossais) on admet cette éventualité - mieux elle est souhaitée par une fraction importante d'adeptes. Le Roi ainsi désigné devrait mettre un terme aux luttes religieuses stériles et déprimantes dans le respect de toutes les tendances philosophiques et développer uniquement des idéaux et des buts nationaux.

Ce mouvement en faveur du Comte de Paris est assez confus - il en est à ses débuts.

On sait peu de choses sur le Prétendant, mais il jouit déjà d'un préjugé favorable. On croit savoir qu'il est venu en France plusieurs fois, qu'il a eu des entretiens avec les dirigeants du jour qu'il s'est montré compré-

hensif et plein d'allant.

D'autre par, au lendemain de la défaite, les divergences qui opposaient les deux tendances d'Action Française semblèrent s'apaiser, notamment après le manifeste du Comte de Paris.

Actuellement, en raison des circonstances et des événements qui leur paraissent favorables, les amis de l'Action Française donnent l'impression de vouloir reprendre toute leur ancienne activité et chercheraient à se reconstituer sous l'ex-titre de "Camelots du Roy". [...] Il semble que pour l'instant, la plupart des intéressés ne soient pas disposés à voir ainsi disparaître leurs groupements au profit des nouveaux "Camelots du Roy" et que le courant d'opinion ne soit pas entièrement favorable à cette fusion. Toutefois, on ne veut pas ouvertement rebuter l'Action Française, car on risquerait de la transformer en ennemie déclarée. On serait donc disposé à ne pas rejeter à priori sa demande et à tergiverser sous le prétexte d'étudier le problème.

Par ailleurs, il convient de remarquer que le bruit a couru dans les milieux d'Action Française d'un récent voyage du Comte de Paris à Alger. Le prétendant aurait eu des contacts avec des dirigeants français et anglo-américains de notre Afrique du Nord. Cette nouvelle aurait alarmé certains de ses partisans qui avaient déjà parlé de "dissidence" comprenant mal les raisons qu'avait ce dernier d'aller ainsi "pactiser" avec les ennemis et les traîtres.

Une mise au point s'était avérée nécessaire pour effacer le doute et l'anxiété qui avaient gagné certains esprits. Elle fut faite dernièrement par le Comte Pierre de la Rocque de Séverac, demeurant 13, rue des P... à Châteauroux, représentant en France du Comte de Paris, dans une instruction destinée à être communiquée à tous les groupements monarchistes.

Cette instruction disait en substance que les partisans royalistes n'avaient aucun élément d'appréciation pour juger l'attitude du Comte de Paris, lequel menait loyalement son jeu et n'avait fait que son métier de Roi-conciliateur, en allant à Alger, et qu'en surplus, par principe, on devait s'incliner devant toutes ses initiatives faites dans l'intérêt de la cause qu'il représente. En conséquence, le rôle de tous les monarchistes est de le suivre aveuglément, de répondre à toutes ses instructions et de préparer l'avenir par une fidélité de tous les instants. »

Marcel Pays, délégué régional à la censure, dans un rapport, datant du 23 avril 1943, soulignait «[que] L'Action Française enregistre un certain flottement parmi ses partisans, préoccupés de la santé de M. Charles Maurras et déconcertés par les polémiques, autour de la maxime maurrassienne : "La France seule". Nombre de militants d'A.F. appréhendent cette "soli-

tude » qui expose le pays à faire tous les frais de la guerre, quelle qu'en soit l'issue. La propagande personnelle du Comte de Paris semble, parfois, ignorer l'A.F. C'est ainsi que le portrait du prétendant, accompagné d'une courte notice biographique et d'une lettre du Colonel de la Rocque, a été répandu en Corrèze, sous forme de tracts, dont le prix indiqué est de 15 frs le 100 et 125 frs le mille. »

Le 8 juillet 1943, à 20 heures dans une salle de l'Hôtel du Palais à Loches (Indre-et-Loire), eut lieu un repas amical d'une vingtaine de couverts, servi sous les auspices de l'Action Française, d'après le rapport des Renseignements Généraux, « à l'issue du repas, M. R... P., du Comité Directeur, a[vait] fait une causerie devant les quelques membres de la Légion des Combattants, de la Milice, et de l'Action Française qui avaient été invités. Parlant de la situation actuelle du pays, il f[it] un bref exposé de la politique suivie par le Chef du Gouvernement et comment[a] les récentes paroles prononcées par M. Pierre Laval devant les représentants de la presse. Il termin[a] par l'éloge du Maréchal Pétain ». En fait, il s'agissait d'une approbation de la politique suivie par le Gouvernement de Vichy, totalement engagé à cette date dans une politique de collaboration. L'attitude de Maurras était également ambiguë (voir note 13), son soutien au maréchal Pétain était de l'ordre de la fidélité indéfectible quoi qu'il lui en coûtât.

Quelles étaient les relations d'Henri Mignoton avec le frère du colonel de La Rocque ? Approuvait-il la démarche de ce dernier ou, au contraire, était-il partisan d'un soutien inconditionnel au maréchal Pétain ? Avait-il des contacts avec Charles Maurras ?

Il nous est impossible de répondre à ces questions, seuls des archives privées ou des témoins encore vivants pourraient éventuellement permettre de lever le voile.

Dès lors, en fonction de ce que l'on peut consulter dans les dépôts d'archives, rien ne permet de dire que l'on puisse compter Henri Mignoton parmi les collaborationnistes notoires. Les plus engagés dans la collaboration avec l'Allemagne étaient principalement des militants du P.P.F. ; un groupe « Collaboration » était implanté dans le département de l'Indre (17) avec la recommandation de Laval qui avait adressé la circulaire suivante aux préfets :

« Paris, le 30 janvier 1943

État Français

Le Chef du Gouvernement réf : n° 19

Le Chef du Gouvernement Ministre Secrétaire d'État à l'Intérieur à Messieurs les Préfets Régionaux et Messieurs les Préfets

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le groupe

« Collaboration » qui a pour but de réunir tous ceux qui désirent favoriser le rapprochement entre la France et l'Allemagne, plus particulièrement en ce qui concerne les échanges spirituelles et culturels entre les deux Pays.

Ce groupe, qui ne constitue pas un parti politique, est reconnu par le Gouvernement. Vous devez donc donner votre appui à ses représentants et faciliter leur action chaque fois que vous en serez sollicités, notamment à l'occasion des conférences de propagande qui seront faites dans votre département. »

Le 25 février 1943, le Commissaire Principal des Renseignements Généraux, pour le département de l'Indre, adressait la note suivante au préfet régional (18) :

« J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'il existe dans l'Indre une section du groupe « Collaboration », filiale du « Groupe Collaboration », 26, rue Bessan à Paris et qui a pris le titre de « Groupe Collaboration du Berry ».

Cette section a été créée le 30 juin 1942. Le Secrétaire est M. L... H., né le 4 mai 1908 à M... (Ardenes), négociant, secrétaire fédéral du Parti Populaire Français, et le siège est au domicile de ce dernier, 2, rue P... à Châteauroux. Elle groupe 70 adhérents environ.

Le Commissaire principal P... »

Le journal *Le Département* publia régulièrement des communiqués de cet organisme. La liste de ces adhérents n'était pas jointe à ce rapport. Mais par recoupement avec d'autres documents, il est loisible de constater que les noms des partisans d'une collaboration active, cités régulièrement, étaient à peu près toujours les mêmes, et que, jamais, le nom d'Henri Mignoton ne figurait dans ces rapports de police, pour ce qui concerne les documents qui sont, à l'heure d'aujourd'hui, autorisés à être consultés. En revanche, les enquêtes, les rapports évoquaient la sensibilité *Action Française* d'un certain nombre de personnes engagées dans la rénovation et le redressement du pays, bref ce qu'il est convenu d'appeler la Révolution nationale.

Le balancier de l'Histoire ne cesse d'osciller d'un extrême à l'autre, difficile encore aujourd'hui de stabiliser le pendule ; « [Pour toute cette période 1934-1945], les brûlures de l'Histoire sont encore à vif. Sur la chronique et l'analyse du régime de Vichy, en particulier, le balancier de l'impartialité ne s'est pas encore arrêté. Le fera-t-il jamais ? [...] Il semble aujourd'hui [...] qu'une nouvelle grille de lecture ne fasse plus assez de place aux vérités et aux sentiments de nombreux Français qui tout à la fois firent confiance à Pétain et furent antiallemands, voire tôt ou tard résistants. Or, une grande majorité des résistants qui se

battirent pour libérer la France en 1944 avaient été maréchalistes... (19) ». Citation empruntée au livre de Pierre Péan, qui décrit la jeunesse de François Mitterrand, livre qui a suscité une très vive émotion surtout parmi l'électorat de gauche, soit par totale ignorance de la période, soit par refus de penser l'on pût avoir été à la fois maréchaliste et résistant. Dans un autre ouvrage, François Mitterrand, président de la République, évoquant au cours d'un entretien (20) cette période, précisait que c'était « ni noir, ni blanc, mais gris », mais que c'était une « époque très complexe ».

Si l'on doit s'en tenir aux canons de la logique formelle, le syllogisme étant imparable, tout soutien à Pétain, à partir de la trop fameuse rencontre de Montoire (24 octobre 1940), était une adhésion à la collaboration. Mais quelle était précisément la réaction de l'opinion publique du département de l'Indre par rapport à cette nouvelle orientation prise par le Gouvernement de Vichy ? Difficile, bien sûr, d'avoir une juste évaluation de l'opinion publique (21), néanmoins citons les rapports du préfet de l'Indre et du commissaire B... du Blanc qui rendaient compte de l'état de l'opinion après Montoire, rapports établis à partir des enquêtes effectuées tant par les gendarmes que par les inspecteurs des Renseignements Généraux. Ainsi, le préfet Grimal s'adressait le 31 octobre 1940 au ministre de l'Intérieur (22) :

« Sur le plan intérieur, l'opinion publique est calme, elle paraît fatiguée des querelles idéologique ; elle ne veut plus de politique ; les individus, il faut le dire, pensent surtout à leur propre avenir et la masse s'élève difficilement au-dessus de ses intérêts égoïstes. Elle suit néanmoins avec attention les décisions touchant aux relations extérieures qui suscitent de nombreux commentaires, ceux-ci marquent d'ailleurs depuis une semaine une évolution qu'on ne peut nier.

Elle ne s'attendait pas à l'annonce d'une collaboration franco-allemande, elle a été tout d'abord étonnée ; peu à peu, cette nouvelle a suscité certains espoirs, notamment celui d'un retour prochain des prisonniers, et d'un assouplissement de la ligne de démarcation qui permettrait une collaboration économique.

Il faut signaler, en contre-partie, que certaines personnes ont émis leurs craintes relatives à une collaboration si étroite avec l'Allemagne qu'elle entraînerait à nouveau la France vers une reprise des hostilités contre l'Angleterre, mais ce dernier sentiment paraît s'atténuer tous les jours davantage et un courant de nette confiance s'affirme de plus en plus à l'égard de M. le Maréchal Pétain, Chef de l'État et de son Gouvernement. »

Le commissaire du Blanc était encore plus clair

(23) :

« [...] L'entrevue cordiale du Maréchal Pétain chef de l'État Français, et du Chancelier Hitler, est considérée comme un signe de détente entre les deux nations. [On apprécie cette réception courtoise et le respect de l'adversaire d'hier.] Un regain de confiance s'est manifesté depuis et les plus pessimistes même, veulent bien voir maintenant une lueur d'espoir en une paix prochaine et stable. »

Est-il encore besoin de rappeler que presque toutes les familles françaises avaient un être cher qui était prisonnier outre-Rhin (24), 1.800.000 soldats français furent faits prisonniers en 1940, 1.600.000 connurent la captivité en Allemagne, dont 1.000.000 durant cinq ans. D'après les estimations de Maurice Nicault (25), le département de l'Indre comptait plus de 10.000 hommes retenus dans les *stalags* et autres *oflags*. Ne pas vouloir saisir toute la détresse des mères, des épouses, des enfants est un terrible contresens et relève du péché rédhibitoire pour tout historien : l'anachronisme. Cinquante ans plus tard, autant que faire se peut, le travail de l'historien consiste non seulement à comprendre les événements et à tenter d'expliquer pourquoi les choses se sont passées ainsi, mais, également, à restituer une atmosphère. Vouloir refaire l'histoire de cette période tragique avec les mentalités d'aujourd'hui est dénué de tout fondement logique (26). Le geste du général de Gaulle était grandiose, mais il ne doit pas masquer la réalité, c'est-à-dire que rares furent ceux qui eurent le courage de dire non à l'armistice et qui voulaient continuer le combat. Néanmoins, cela ne signifie nullement que tous les Français étaient béatement pétainistes. Les gens étaient terriblement abattus, fatigués, comme prostrés. Déjà, beaucoup ne voulaient pas de cette guerre.

Francis Ponge notait juste à la veille du déclenchement des hostilités (27) : « La guerre pour la Pologne, je savais bien que c'était plutôt pour les ignobles intérêts économiques d'une certaine coterie de bourgeois français et anglais contre une certaine coterie d'aventuriers allemands et italiens. » François Mitterrand, dans une lettre datée du 5 novembre 1939 (28), écrivait : « Si des hommes se battent, tant pis ; qu'ils apprennent à vivre ; qu'ils pistent leur bêtise jusque dans sa tanière ; qu'ils soient amenés à se frapper la poitrine devant leur barbarie [...]. Ce qui m'ennuierait, c'est de mourir pour des valeurs (antivaleurs) auxquelles je ne crois pas. Alors je m'arrange avec moi-même. [...] » Ces hommes firent leur devoir cependant, mais eux savaient ou ressentaient que ce pays était usé avec « nos villages pleins de croix, d'éclopés, de gazés, des ombres de ceux qui sont morts et de ceux qui ne sont pas nés (29) ». La France payait très cher

l'irrésolution des gouvernants ; des historiens lucides comme Marc Bloch ne pouvait que constater « l'abîme où la diplomatie de Versailles et la diplomatie de la Ruhr menaçaient de nous précipiter (30) ».

Avant que les États-Unis ne fussent en mesure de peser de tout leur poids dans le conflit, beaucoup de nos compatriotes pensaient que l'Allemagne serait victorieuse. À tout le moins il fallait faire le dos rond et attendre des jours meilleurs, ce qui n'excluait pas de reprendre les armes afin de faire oublier l'humiliation de la cinglante défaite de juin 1940 (31). Après tout, les Allemands avaient su ruser, après le traité de Versailles, pour reconstituer leurs forces ; les organisations de jeunesse masquaient, bien souvent, des groupements paramilitaires. Même si les Allemands n'étaient pas dupes, tout devait être fait pour tenter de redonner confiance aux jeunes. Au vrai, le fait que le nouveau régime supprimât des libertés considérées comme fondamentales ne pouvaient que déclencher des protestations, mais à lire les rapports des préfets et des fonctionnaires de police, force est de reconnaître que, dans un premier temps, la contestation était très faible, elle n'était pas inexistante pour autant. Cette impression que l'opinion pouvait être en état de choc, comme tétanisée, peut expliquer pourquoi des hommes crurent possible d'imposer des réformes de structure afin de changer, en profondeur, la nature du régime républicain de la France ; certains, par haine viscérale à l'égard de la République, d'autres, peut-être sincèrement républicains, par volonté de mettre fin à une forme de gouvernement, manifestement incapable d'avoir su préparer la nation aux dures épreuves qu'elle allait devoir fatalement affronter.

C'est donc dans ce contexte que les maurrassiens, dont Henri Mignoton, participèrent à ce que, rapidement, les propagandistes appelaient la Révolution Nationale. Même si leur maître à penser pouvait être dubitatif quant à la portée réelle de réformes effectuées sous le regard de l'occupant, ces hommes firent preuve d'enthousiasme dans les premiers temps, avant que les contraintes des événements ne réduisissent à néant leur prétention, sans parler des partisans de l'Europe nouvelle qui, eux, avaient d'autres ambitions pour la France.

Dès ses origines, l'Action Française avait rejoint le mouvement régionaliste et défendait l'idée d'une refonte des structures administratives de la France (32). Ce programme allait bien au-delà de la simple défense des cultures régionales. Cela ne signifiait pas pour autant que tous les régionalistes étaient dans l'obédience du courant monarchiste. Il est utile de préciser que les idéologues du fascisme et du nazisme prônaient surtout un État fort et ne se montraient guère

favorables aux revendications régionalistes, quand ils ne les combattaient pas.

Lorsque le maréchal Pétain annonça qu'il mettait en chantier une réforme devant modifier le paysage administratif de la France et redonner aux provinces tout leur éclat, celui-ci rencontra auprès des militants régionalistes un accueil chaleureux. Alors que des écrivains, comme André Gide, étaient cloués au pilori, accusés d'être responsables de la défaite en raison de leurs œuvres délétères, les vertus de la littérature et de la poésie régionalistes étaient magnifiées (33). Leurs auteurs étaient enrôlés au service du redressement national. C'est ainsi que Charles Maurras eut l'occasion de venir à Châteauroux, début juillet 1941, pour présenter une conférence ayant pour thème « la poésie de Mistral et la rénovation française du Maréchal Pétain ». Le journal *Le Département*, en date du 8 juillet 1941, en publia le compte rendu.

« La conférence de Charles Maurras sur l'œuvre de Mistral et la Révolution Nationale avait attiré au Théâtre le public des grands jours. Salle comble. Public double, d'abord les fidèles de l'Action Française, ceux qui suivent Maurras depuis longtemps puis un public choisi qui venait écouter un très grand écrivain, un dialecticien rigoureux, Charles Maurras a encore une verdeur, une vivacité extraordinaire. [...] Devant ce public qui l'acclama longuement et à maintes reprises, il parle de ce qu'il aime. Il va développer cette idée que le patriote provençal a, par son œuvre, fortifié, encouragé le patriotisme français. L'œuvre de Mistral, que la République n'a pas comprise, même quand ses maîtres étaient nourris de l'œuvre de Mistral, un Jaurès, un Daladier, le Maréchal, lui, l'a comprise dès les premières heures. Cette œuvre d'ailleurs, mais elle renferme toute la morale de la Révolution Nationale voulue par le Maréchal. Ses trois thèmes : Travail, Famille, Patrie, Mistral les a naturellement développés. [...]

Alors que les littérateurs romantiques exaltent le mal, le monstre, cherchant à tirer un éclair de la fange, à sublimer le rare, l'artificiel, l'anormal. Ici, Mistral, il glorifie le travail, la famille, la patrie naturellement. [...] Et Maurras rappelle tous les poèmes glorifiant le travail heureux, accepté, le travail qui crée la force et la joie. [...]

La loi sociale et morale est plus forte que l'instinct. Enfin la patrie, elle est le fond essentiel de l'œuvre mistralienne. Seuls quelques sots peuvent y voir un séparatisme. Erreur, et Maurras cite le sirvente aux Catalans :

Li Pouvençau, flamo unanimo

Sian de la grando Franço, et ni cout, ni coustié .

(Les Provençaux flamme unanime, nous sommes de la grande France loyalement, franchement.)

Et ayant montré la grandeur de l'œuvre de Mistral qui grandit tous les jours, se levant suivi de la salle entière, il lit le splendide message du Maréchal Pétain à Mme Mistral. C'est avec émotion que tous les auditeurs ont écouté debout cette page splendide.

Maintenant Maurras, avec un tact infini, un sens merveilleux des nuances, explique que l'on doit suivre le Maréchal dans tous ses actes. Ce grand vieillard, toujours heureux d'ailleurs dans ses négociations, a l'expérience, la force, le désintéressement. C'est fini de critiquer sans savoir, sans comprendre. Dans ses relations avec le vainqueur, il faut suivre le Maréchal, et ne pas croire qu'on sait quand on ne sait pas. Et c'est par une belle envolée à la confiance en le Maréchal, à la confiance dans les destinées françaises, que Maurras termine sur une ovation de la salle.

Il a parlé deux heures sans micro. [...]

Le journal avait mis le bureau de M. Gaubert à sa disposition pour y recevoir toute une jeunesse et un flot d'amis heureux d'approcher l'un des plus purs écrivains de notre race.

Châteauroux a fait à Maurras un accueil digne d'une ville qui est le cœur de la France, d'une des plus vieilles villes françaises recevant un grand patriote, un Provençal qui lui parle à présent la langue du vainqueur et qui est un maître de cette langue, un apôtre qui est un sage, car la sagesse elle est dans le lyrisme de l'action et non dans la torpeur.

Parmi les assistants, nous avons remarqué :

Le représentant du Préfet, l'Inspecteur d'Académie et les Professeurs du Lycée, les représentants officiels de l'Armée, les commandants Cormier et Verrier, etc. De nombreux représentants du Clergé de Châteauroux et des environs, les docteurs Barbier, Bougarel, Caldaguès, Dufour, Faivre, Foltzer, Peynet, Villeneuve, Vachez, Cartier, etc. MM. d'Ussel, d'Elbée, Charles Patureau-Mirand ; M. et Mme de la Véronne, de la Rocque, Vicomtesse de Beauchamp et son fils Sylvain Tranchant de Saint-Gaultier ; Jean Clément et sa famille ; Marquis de la Rochethulon, de Vendeuil ; M. et Mme Valet ; M. et Mme Cazala ; MM. Mardon, Pion-Gaultier ; MM. et Mmes Faivre, Pommier, Mignoton ; M. Belot ; M. et Mme Joseph Gautier, d'Argenton, M. Marteau, M. et Mme Dumon ; M. et Mme Denis-Ga... [lettres effacées], M. Riou fils, M. Villeneuve fils, M. Boutroux, etc., etc.

Une quête en faveur du Secours National a donné plus de 700 fr. »

Nous avons cité, ici, les passages les plus significatifs ; reste que cet article soumis à la censure officielle ne donne aucune garantie d'objectivité, mais nous avons également d'autres mentions de conférences de Charles Maurras à Limoges, à Toulouse, peu ou prou

sur le même sujet ; mentions faites non dans la presse mais dans les rapports de police. Il était signalé que ces conférences attiraient un nombre respectable de spectateurs, alors que l'on ne se déplaçait guère pour d'autres réunions de l'Action Française. Charles Maurras, brillant intellectuel, suscitait tout normalement la curiosité que l'on fût ou non sympathisant de l'Action Française. Par exemple, Jean Guéhenno, dans son *Journal des années noires* notait le 24 février 1941, qu'il s'était rendu au premier meeting du Rassemblement national populaire de Déat, salle Wagram à Paris, alors que les participants étaient triés sur le volet ; de là à prétendre que Jean Guéhenno était un sympathisant du R.N.P. serait une grossière absurdité. Il en était de même donc pour certains qui assistèrent à ce qui constituait pour Châteauroux un événement exceptionnel. Le lecteur aura noté bien entendu la présence d'Henri Mignoton et celle de M. de La Rocque.

Quelques années plus tard, Hilaire de Vesvre, alias Henri Mignoton, devait présenter ces conférences de Charles Maurras comme un acte de résistance (voir note 14). Charles Maurras ne faisait pas partie du « *clan des yacomme* allait l'écrire l'Action Française (34) ». Pierre Boutang relate un entretien qu'il eut avec Charles Maurras à Limoges (35) : « Je le revis à Limoges, après le désastre, avant le départ du journal pour Lyon. Il m'avait demandé de venir pour deux raisons principales : d'abord me préciser ce qui ne pouvait être dit publiquement : son adhésion au Maréchal Pétain était pour lui le seul moyen qui nous restât, surtout après Mers el-Kébir et devant l'égoïsme féroce de l'Angleterre de "préparer la défaite du Boche". [...] Il m'encouragea à reprendre l'ancienne réflexion sur la résistance de Fichte et de ses amis contre Napoléon, après l'écrasement de la Prusse. » Alors s'agissait-il vraiment de résistance ? C'est toute la question du rôle de Pétain et du Gouvernement de Vichy, des centaines d'ouvrages ont été consacrés à ce débat. Les faits sont maintenant bien connus, les documents ne sont plus celés. Il n'empêche que la controverse n'est pas prête à cesser, cessera-t-elle jamais (36) ? Ainsi pour Henri Mignoton (voir note 14) :

« [...] Le sentiment de *résistance* ou, si l'on préfère, d'*opposition* anti-allemande, fut un sursaut unanime du patriotisme français, dont nul n'a le droit de s'arroger le monopole.

Pour ma part, j'ai eu l'honneur de participer à deux manifestations d'une *résistance intellectuelle* dont le souvenir m'est infiniment cher et précieux. Et c'est avec une émotion profonde que j'apporte mon témoignage à l'illustre écrivain qui, à 83 ans, subit, à la Maison Centrale de Clairvaux, la plus monstrueuse iniquité de l'« Épuration ».

Dans les premiers mois de 1941, je recevais d'un ami berrichon la lettre suivante :

“ J'ai entendu dans le Midi la conférence de Charles Maurras sur Mistral. C'est tout simplement magnifique. Il faudrait qu'il puisse venir dans la région où cette conférence ferait du bien. Mais les Allemands ont l'œil sur Maurras dont ils connaissent les sentiments. Puisque vous vous occupez de folklore, vous seriez mieux placé que n'importe qui pour organiser ces conférences au titre littéraire, plus anodin au regard de ces Messieurs. Cependant, comme vous en aurez la responsabilité, il est de mon devoir de vous prévenir que la conférence et les instants réservés aux dédicaces sont beaucoup moins anodins que l'étiquette littéraire dont vous pourrez les couvrir. C'est un acte d'opposition, une défense ardente des traditions françaises contre les doctrines allemandes et de la latinité contre le germanisme ; cela de façon à peine voilée...”

[Il est rappelé l'ouvrage, datant de 1937, de Maurras], *Devant l'Allemagne éternelle*, mise en garde fulgurante, avec ce sous-titre singulièrement expressif : *Chronique d'une Résistance* .

[Suit l'évocation de Maurras, présent à Montluçon le 18 mai 1941, Mignoton, faisant dédicacer *Devant l'Allemagne éternelle*, explique les craintes qu'éprouvent quelques personnes vis-à-vis des Allemands, réponse de Maurras]

— ... Oh ! Madame !... “ Ils ” sont bien fixés sur mes sentiments à leur égard !... Je n'ai rien à changer à ce livre... pas un mot, une syllabe... Surtout pas le sous-titre !...

... Le sous-titre : *Chronique d'une Résistance* .

Car Maurras n'avait pas attendu, pour “ résister ”, que les Allemands fussent installés jusque dans la cité du roi de Bourges. Il avait dénoncé le péril et prêché la *résistance* alors que l'on pouvait les empêcher de souiller le sol français.

[Mignoton évoque ensuite *La France seule* , la France devant compter sur elle-même et non sur un nouvel ordre européen.]

La Révolution Nationale et le régionalisme berrichon

Le maréchal Pétain, dès ses premiers discours, évoqua une grande réforme qui devait aboutir à la création d'un nouveau découpage du territoire national en Provinces, à la tête desquelles des Gouverneurs exerceraient de nouvelles fonctions. Que devait être cette future unité administrative, dont la désignation avait un parfum d'ancien régime ? Rien de précis filtrait dans la presse. Il était dit qu'un comité était appelé à réfléchir à ce sujet. La presse locale se fit l'écho des rares informations qui pouvaient parvenir jusqu'aux

salles de rédaction ; cela n'empêchait pas le débat de prendre forme dans certains départements (37).

Que recouvrait ce nom de Gouverneur ? Encore un terme très connoté. Cela devait-il signifier la disparition du préfet ? Si tant est que le préfet dût s'effacer, la question de la décentralisation des pouvoirs était tout naturellement posée par les régionalistes. Qui serait Gouverneur ? Quel type d'assemblée entourerait ce personnage ? Les interrogations étaient nombreuses, de quoi alimenter une large discussion.

Les provinces ne virent jamais le jour. Les circonstances obligèrent les gouvernants à donner naissance à de nouvelles institutions qui, en fait, participèrent plus d'une recentralisation que d'une réforme allant dans le sens des revendications traditionnelles des régionalistes. Mais ces derniers continuèrent de croire qu'il ne s'agissait là que d'une étape nécessaire. À défaut de Gouverneur, Vichy renforça le pouvoir des préfets et plus particulièrement de l'un d'entre eux le « préfet régional ». Le préfet régional posait la question de la circonscription à la tête de laquelle il exerçait son autorité. Quelle cohérence donner à cette région ? Pouvait-elle préfigurer ce que seraient les Provinces ? S'agissait-il d'un provisoire fait pour durer ?

Vichy n'était pas seulement préoccupé par la réorganisation du maillage administratif de la France. La question des Provinces abordait également un aspect très sensible pour les régionalistes : l'identité culturelle régionale. En d'autres termes, la décentralisation, la déconcentration, le gouverneur, les assemblées locales, tout cela était, certes, fort passionnant, mais ressortissait au politique. Avec la question culturelle, les problèmes étaient aussi complexes. Ainsi quelle place devait-on réserver à l'enseignement des dialectes locaux ? Quel devait être le rôle de l'histoire locale et de la géographie locale dans la formation intellectuelle des jeunes ? que faire des coutumes et des traditions ? comment être moderne tout en étant le gardien d'un passé encore très proche ? Comment concilier ces différentes identités locales au sein de la région administrative nouvelle ou dans le cadre de la future province. Comment se définir par rapport à l'autre ?

Les risques d'éclatement n'étaient pas minimes. Certes, le centre de la France n'était pas travaillé par des forces centrifuges (38) ; aucun désir d'autonomisme, encore moins de séparatisme. Pourtant, la situation géographique était intéressante, car, non seulement, la ligne de démarcation obligeait à vivre ensemble, au sein d'une même unité administrative, des populations dont les affinités n'étaient pas toujours évidentes, mais cette ligne n'était pas sans évoquer une ligne de partage, classique cette fois, entre langue d'oc et langue d'oïl. Le débat amorcé n'était

pas sans rappeler les tractations qui s'étaient opérées en 1789 lors de la formation des départements. Les Berrichons pouvaient-ils se sentir proches des Limousins ? Quelles affinités avaient-ils vraiment avec les régionalistes occitanistes ? Depuis le début du siècle, les régionalistes du Berry souhaitaient un regroupement des départements du Cher, de l'Indre, de l'Allier et de la Nièvre ; les circonstances particulières de la période allaient-elles modifier ce sentiment ?

C'est dans le cadre de cette problématique, présentée ici très succinctement, que les régionalistes berrichons étaient appelés à se manifester, si tant est qu'ils eussent effectivement envie de s'investir dans des projets qu'ils pouvaient juger, somme toute, comme hasardeux vu le contexte général. Les archives n'ont guère conservé la trace de l'activité déployée par les propagandistes du régionalisme berrichon à la différence d'autres régions. Pourtant, il était demandé aux préfets de renseigner les services du ministère de l'Intérieur sur les agissements des régionalistes locaux, à la fois pour contrôler le mouvement et pour encourager certaines initiatives. Le Berry, pour des raisons aisées à comprendre, était moins concerné que d'autres provinces par l'apprentissage et la préservation de langues locales. Tôt intégré dans la communauté nationale, le régionalisme berrichon ressortissait, surtout, au domaine du folklore, des arts et des traditions populaires, voire à la littérature patoisante, mais n'exprimait guère d'opinions politiques particulières hormis celles banalisées par Charles-Brun (39). Souvent issus de la bourgeoisie provinciale, ces femmes et ces hommes manifestaient des tendances conservatrices, non seulement dans tous les arts, mais également, à quelques exceptions près, en politique. Ces médecins, ces notaires, ces avocats, ces instituteurs, ces abbés cultivaient un goût certain pour l'histoire locale érudite, pour la poésie, se réunissant au sein de sociétés savantes, organisant des soirées académiques annoncées dans la presse, vivant presque hors temps, loin du tumulte de la grande ville, comme à l'abri de la fureur du siècle. Pour quelques-uns d'entre eux, l'humiliante défaite était l'occasion de critiquer le laisser-aller, les mœurs corrompues de leurs contemporains, le climat émollient de l'avant-guerre. Guy Vanhor, alias André Tissier, qui avait tribune ouverte dans le journal *Le Département*, écrivait le 3 septembre 1940 :

« [...] En bref, ce qu'il faut à notre peuple qui a vécu trop heureux, qui s'est endormi dans ses rêves de fraternité universelle, qui a cru à l'existence facile, à l'argent aisément gagné, à la fable du bonheur sans effort, et à bien d'autres fables et à bien d'autres fumées, et qui a été tiré trop brutalement de ses illu-

sions. Ce qu'il lui faut [...] c'est, moins préoccupé de l'idée de droit, revenir enfin à l'idée de devoir. »

Puis de nouveau le 14 novembre 1940, dans le même quotidien, il revenait sur le même sujet :

« Réformer le régime ?... Fort bien. Mais c'est d'abord l'individu qu'il faut réformer. Et la tâche n'est pas facile. [...] »

Ce qui nous a perdus, c'est notre laisser-aller — et c'est notre bien-être même. Nous avons vécu trop heureux, et chacun sait que la mollesse et la décadence naissent toujours de l'excès de bien-être. [...]

Au moment même où j'écris cet article, une lettre m'arrive, de mon grand ami, le Maître Fernand Maillaud, qui, naturellement, y traite le seul sujet possible : « ...Les Allemands, dit-il, ont mérité leur victoire par vingt années de privations, de misère, de courage et de volonté ». C'est vrai, ayons la probité de le reconnaître. Pendant ce temps, nous jugions qu'un Ministère des Loisirs devenait indispensable. Tout paraissait facile en notre douce France, et de la facilité nous avons fait une sorte de règle de vie. Et, en même temps, nous décourageons l'autorité, nous niions la hiérarchie, mais nous érigeons en dogmes le système D et les resquillages. »

Malgré les difficultés rencontrées, l'*Académie du Centre*, société savante sise dans le département de l'Indre, put de nouveau publier sa revue. Dans le numéro de novembre 1941, un éditorial : « À nos lecteurs », expliquait les raisons d'une interruption longue entre le dernier numéro, datant d'avril 1939 et ce numéro, par la mobilisation des membres du bureau et la disparition de certains. Mais, « l'Académie du Centre continue. Une mission magnifique s'impose à elle : approfondir l'histoire locale, arracher leurs secrets aux vieux parchemins et aux vieilles pierres de chez nous, répondre au désir exprimé par M. le ministre Carcopino “ de voir la vie intellectuelle se développer dans nos provinces, et grâce à elle de donner encore plus de fondement et de force au sentiment de l'unité nationale ” ; en un mot, ressusciter le passé de notre Berry et maintenir comme un flambeau le culte de notre petite patrie. »

Dans le numéro de juillet-octobre 1942, le compte rendu de l'assemblée générale du jeudi 9 juillet 1942 (la précédente réunion remontait au 27 novembre 1938) permettait au président de cette association, M. Jacques de Vasson (40) de déclarer : « Nous avons à cœur de faire revivre tout ce qui concerne la littérature, l'histoire et l'art de notre Berry ; par ce labeur tout académique, mais combien fervent, nous répondrons, dans notre sphère, à l'appel du Maréchal Pétain, chef de l'État, que nous tenons à assurer de notre respectueux dévouement et de notre chaleureuse

admiration. »

Au cours de la même séance, dans une courte communication, Raoul Théret étudiait les deux principales méthodes employées pour la confection des monographies ; il demandait aux membres de l' *Académie du Centre* d'exprimer leur opinion sur une question libellée en ces termes : « *Quelle méthode convient-il de préconiser pour la publication des monographies, selon les principes directeurs de l'ordre nouveau, visant au redressement national* » Il était précisé dans le procès verbal que « l'Assemblée ne se pronon[çait] pas pour le moment. Mais des remarques [étaient] faites par MM. Touraine et Chevalier à propos des nombreuses monographies qui ont été envoyées à la Préfecture de l'Indre en réponse à l'appel du Maréchal et dont quelques unes, fort remarquables, mériteraient d'être publiées par l'Académie du Centre en des temps meilleurs (41) ».

À la suite d'une circulaire ministérielle du 28 septembre 1940 furent créées des Commissions de propagande régionaliste dans chaque département de la zone non occupée (42). Le département de l'Indre ne fut pas du tout en retard pour mettre en place un Comité Départemental de Propagande Régionaliste, Louis Chevalier (43), professeur au Lycée de Châteauroux, fut le principal animateur de ce centre de propagande régionaliste. Les maires devaient recevoir au mois d'octobre la circulaire suivante :

« État Français – Vice-Présidence du Conseil
Centre Départemental d'Information de l'Indre
Service de la Propagande Régionaliste (Préfecture)
Châteauroux, le 8 octobre 1940

Monsieur,

Le Centre Départemental d'Information de l'Indre (Service de la Propagande Régionaliste) entreprend dans toutes les communes du Département une enquête d'ordre géographique et historique destinée à permettre de rassembler le plus grand nombre possible de documents sur la vie de la Commune dans le passé et dans le présent.

Le but de cette étude est :

- d'abord de faire mieux connaître aux habitants de notre région, et plus particulièrement à la jeunesse, les richesses économiques, artistiques et spirituelles de notre "petite patrie" et par là même les attacher davantage au pays où ont vécu leurs ancêtres, où ils sont nés, où ils exercent leurs activités et où s'élèvent les jeunes générations sur qui repose l'avenir de la France ;

- ensuite de rénover ou de promouvoir toutes les activités possibles en rapport avec la terre, le sous-sol, l'artisanat, etc.

Il existe un grand nombre d'ouvrages généraux, brochures, opuscules sur notre région. Mais nous voulons

une documentation plus complète.

Notre méthode consistera essentiellement, par un procédé analytique à recueillir beaucoup de détails, puis à faire la synthèse des renseignements obtenus. La diffusion des connaissances acquises se fera, à titre de propagande, sous forme de causeries, d'articles de presse, et, si comme nous l'espérons, les circonstances le permettent par la suite, au moyen d'une revue mensuelle, à laquelle nos collaborateurs seront abonnés de plein droit.

Pour réaliser cette œuvre, nous avons en effet besoin de collaborateurs bénévoles, instruits, aimant la recherche, animés d'un patriotisme élevé. Je viens donc vous demander d'être, pour votre Commune l'un de ces collaborateurs, étant entendu qu'il vous sera tout à fait loisible et même recommandé de grouper autour de vous toutes les bonnes volontés et compétences susceptibles de vous aider dans cette tâche d'information notamment MM. les Instituteurs, Institutrices en activité ou en retraite, Curés, Notaires, Greffiers, etc.

Si vous voulez bien accueillir favorablement notre appel, je vous demanderai de répondre au questionnaire ci-joint qui, par son caractère de généralité, constitue une sorte de tour d'horizon destiné à orienter par la suite notre enquête sur les points qui présenteront le plus d'intérêt.

Nous aurons besoin des renseignements demandés pour le 30 octobre.

Je suis persuadé que l'intérêt de cette entreprise désintéressée et purement patriotique ne vous échappera pas et que nous pourrions compter sur votre collaboration. Je vous en remercie bien vivement par avance et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

Le Chef du Centre d'Information »

Effectivement dans le département de l'Indre, des érudits locaux, dont certains très connus, rédigèrent des monographies, avec plus ou moins de bonheur. Les membres des sociétés savantes de l'autre département berrichon, le Cher, surent également se montrer très actifs durant cette période, ainsi M. Jean de Goy, secrétaire de la *Société des Antiquaires du Centre* (44), écrivait juste après la guerre que l'on pouvait penser que pendant cette période si « sombre » rien n'avait été fait, « vous verrez qu'il n'en [était] rien et que notre Société [était] là pour témoigner que la vie continu[ait] dans les veines de la France, certes au ralenti en raison des circonstances, mais cependant de façon assez active pour qu'on [pût] être certain d'un renouveau quand la paix viendr[ait] éclairer notre patrie ». Il spécifiait aux membres ce que furent les activités de la société :

« La Société des Antiquaires n'a pas cessé de se réunir le premier mercredi de chaque mois, même sous le bombardement de juin 1940 ; une seule séance n'a pu avoir lieu, celle de juillet de la même année. [...] »

Le XLIX^e volume que nous avons l'honneur de vous présenter n'est pas moins intéressant à ce sujet et nous ne doutons pas que vous apprécierez l'effort qu'a dû faire votre Bureau pour maintenir une longue tradition de travail et d'érudition toute consacrée à l'archéologie et à l'histoire de notre province dont nous souhaitons, plus que jamais, la résurrection officielle. [Rien sur une éventuelle réflexion concernant la réforme administrative et les provinces.] M. Brody de Lamotte, profitant de la présence d'un Chantier de Jeunesse dans les environs a fait le Vieux Cimetière d'Allichamps (commune de Bruère-Allichamps) . »

Il ne faut pas oublier que ce texte fut imprimé en 1945, c'est aussi peut-être la raison pour laquelle il n'est fait aucune allusion à un mémoire ou une réflexion collective concernant le débat sur la formation des provinces et les autres tâches s'inscrivant dans la politique culturelle du Gouvernement de Vichy. Aux archives départementales de l'Indre, une autre collection est conservée, publiée en 1941, donc différente de l'édition consultable aux Archives Départementales du Cher (45), nous avons un avant-propos du Comité de Rédaction, dont la teneur exprime des sentiments absents de l'éditorial datant de 1945 :

« Malgré les difficultés rencontrées, notre Société a toujours cherché à mener une vie active et nos réunions ont continué à avoir lieu tandis que les événements les plus graves se déroulaient. Nous nous contenterons de rappeler la séance de juin 1940 qui s'est tenue pendant une alerte d'une extrême violence et au cours d'un bombardement meurtrier.

Nous ne savons pas ce que nous réserve l'avenir, même dans le domaine qui nous est propre, mais ce que nous chercherons avant tout c'est à assurer la permanence de notre action, de nos réunions et de nos publications, suivant avec confiance l'œuvre de reconstruction entreprise par notre grand chef le Maréchal Pétain vers lequel se porte toute notre admiration et notre reconnaissance. »

Dans le Bulletin mensuel, n° 320, de décembre 1940, relatant la séance du 28 novembre 1940, sous la Présidence de M. A. Gandilhon, on peut lire une déclaration de ce dernier traçant la voie à suivre :

« [...] Enfin, avant de passer à l'ordre du jour, rendant hommage au Maréchal Pétain, qui, pour relever le pays d'une défaite extraordinaire, préconise d'accroître dans l'esprit de la jeunesse un amour profond de la France et de la petite patrie locale, [M. A. Gandilhon] constat[ait] que l'histoire locale fait l'objet principal

des travaux de la Société historique du Cher depuis sa création. »

En consultant les annales des sociétés savantes des départements de la région administrative de Limoges, il est loisible de reconstituer l'ensemble des activités de ces groupements de notables érudits. L'essentiel de ces travaux, toutefois, concernait soit l'archéologie, soit des monographies, plus rarement des études philologiques ; l'ethnologie, l'anthropologie, l'ethnomusicologie, certes, n'étaient pas ignorées. Cependant, les sociétés savantes n'avaient pas vocation à être ou à devenir des conservatoires de musique et de danse traditionnelles, des centres d'apprentissage des vieux métiers en voie de disparition, des ethnomusées, etc. Ainsi, dans le département de l'Indre, ceux qui ressentaient depuis longtemps un tel manque crurent que le moment était enfin venu de mettre en place des structures nouvelles pour développer à la fois la conservation des traditions et l'enseignement de ces mêmes traditions, puisque les autorités de Vichy encourageaient ces initiatives (46). Du reste, dès le mois de septembre 1940, le Service de la Propagande Régionaliste du département de l'Indre recevait les propositions d'un dénommé Marc-Henri Gobert, chargé de Mission des Musées Nationaux, diplômé d'études muséographiques, pour soumettre au préfet Grimal un « plan d'activités artistiques dans le département » avec la création d'un musée rural. Toutes ces idées de musée, de conservatoire, de centre d'apprentissage des métiers traditionnels étaient défendus depuis longtemps par Maurice Brimbal avant la guerre dans sa revue *Le Gargaillois* (47) ; après l'armistice et après avoir été élu président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Châteauroux, il eut l'occasion à plusieurs reprises de présenter un vaste projet pour développer un centre à la fois musée et lieu d'apprentissage, même après la Libération, il crut encore possible de pouvoir réaliser ce qui lui était cher depuis des années (48).

Le journal *Le Département*, daté du 19 novembre 1941, publiait l'article suivant (49) :

« Régionalisme

L'action régionaliste en Berry

Au cours de l'été dernier, deux magnifiques conférences de M. Charles Maurras, à Montluçon, puis à Châteauroux, furent, pour beaucoup d'auditeurs, une véritable révélation de l'œuvre et de la doctrine de Mistral, en qui le Maréchal a salué le " sublime évocateur " de la renaissance française :

Ce fut, pour plusieurs Berrichons et Bourbonnais, le point de départ d'une étude approfondie des buts, de la doctrine et de l'action du " Félibrige " dont on connaît l'heureuse influence dans les pays de langue d'oc.

Or, nous avons, nous aussi, nos traditions, notre histoire, notre littérature, notre musique, nos chants du terroir. Et ce patrimoine mérite d'être défendu et "maintenu".

De cette évidence est née, chez les fondateurs du "Centre Régionaliste", l'idée d'une "maintenance" des provinces du Centre qui, sans copier le Félibrige, s'inspirera, cependant, de sa doctrine et de ses enseignements.

Ce comité directeur sera composé de vingt-quatre "mainteneurs" : écrivains, poètes, orateurs, archéologues, artistes, musiciens, maîtres-sonneurs, artisans d'art, dont le programme est ainsi défini :

"Notre doctrine est celle de Mistral.

"Notre devise est *maintenir*.

"Nous relèverons les traditions et les coutumes de nos aïeux.

"Nous remettons en honneur le culte du passé ; l'amour de la petite patrie qui engendre celui de la grande ; l'étude de l'histoire et de la littérature des provinces françaises.

"Nous maintiendrons, à travers les villes et les villages de France, la musique, les chants et les arts du terroir.

"Nous contribuerons, par notre activité privée à la renaissance régionaliste et à l'œuvre de Rénovation nationale."

Cette initiative a reçu de nombreux encouragements. C'est ainsi que M. Henry Bordeaux de l'Académie Française, écrivait récemment : "Comment ne pas encourager une veine aussi belle que celle de votre Centre régionaliste ? Son idée répond tellement à celles que j'ai tenté de répandre par mes livres."

Le "Centre Régionaliste" se propose de former, en Berry, une École-manécanterie des provinces françaises, dont les jeunes élèves recevront gratuitement l'enseignement de l'histoire, de la littérature et de la musique régionales.

Enfin, la doctrine et les buts des "Mainteneurs" seront exposés dans deux ouvrages d'actualité qu'on trouvera bientôt en librairie et qui seront accueillis avec joie en Berry.

L'un, intitulé "L'An Quarante – Leçons et Espoirs", fort bien illustré par tous ceux qui, pour dégager les leçons du passé, veulent remonter des effets aux causes.

L'autre, sous le titre "Demain, la France", contient une enquête dont les réponses portent les signatures de MM. Henry Bordeaux, de l'Académie Française ; Henry Dorgères, Conseiller national ; Hector de Corlay, de l'Académie du Centre ; J. Canteloube, et de nombreuses personnalités.

Nous reparlerons bientôt de cette nouvelle organisa-

tion régionaliste qui nous vaudra prochainement, à Châteauroux, une grande soirée de Félibrige. »

Le Félibrige est propre à l'Occitanie, son but est surtout de préserver la langue et la littérature, l'amour pour la « petite patrie » n'exclue par un attachement à la France. « L'organisation du Félibrige repose sur la division du domaine de la langue d'oc en maintenances correspondant aux variantes dialectales et dirigées par les mainteneurs (50) », en 1937, ces maintenances étaient au nombre de 37.

Les lecteurs de l'*Écho de l'Indre*, daté du 21 novembre 1941, pouvaient lire un article intitulé : « L'Action Régionaliste en Berry », ainsi apprenaient-ils la naissance d'une « Maintenance berrichonne et bourbonnaise » et qu'une soirée aurait lieu à La Châtre, le mercredi 26 novembre 1941, afin de présenter « une brillante audition musicale donnée avec le concours de nombreux artistes berrichons et bourbonnais. Cette soirée, véritable veillée berrichonne sera un régal littéraire, artistique et musical ». En fait, les informations données dans ce journal ne différaient de l'article précédent que par les quelques précisions suivantes. Ainsi, l'ouvrage intitulé « L'An Quarante (51) » devait être « illustré par l'artiste berrichon Ed. Lévêque » et que la soirée du 26 novembre 1941 devait être précédée par un « bref exposé sur les principes et la doctrine du régionalisme et sur les grandes gloires littéraires du Berry : George Sand, Rollinat, Nigond ».

Création de Maintenance du Berry

Les jours suivants, la presse du département de l'Indre livrait des informations complémentaires à propos des buts poursuivis par ces nouveaux mainteneurs. Ainsi dans le journal *Le Département*, du 24 novembre 1941 : « La "Maintenance du Berry", dont nous avons annoncé la fondation, a proposé, nous l'avons dit, de développer chez nous l'action régionaliste selon un programme basé sur la doctrine de Mistral. Elle s'efforcera aussi de multiplier les contacts entre les différentes provinces du Centre. C'est ainsi que, dès cette semaine, trois grandes soirées permettront à l'élite du Bas-Berry d'applaudir les représentations les plus qualifiées du folklore bourbonnais et limousin. [...] »

À La Châtre, mercredi 26 novembre, à 20h30, au théâtre, une importante délégation des "Maîtres Sonneurs Bourbonnais", prêtera son concours aux organisateurs locaux [...]

À Châteauroux, au théâtre municipal, samedi 29 novembre, à 20h30, nous aurons le privilège d'entendre, pour la première fois en Berry, les Félibres limousins de la célèbre "Eicolau dau Barbichet" sous la direction de M. René Farnier, avocat à la Cour, Majo-

ral du Félibrige qui prononcera une allocution d'action régionaliste et félibréenne.

Depuis 25 ans, les Ménétriers, Chanteurs et Danseurs de la " Eicolau dau Barbichet ", ont été non seulement en France, mais aussi à l'étranger, les remarquables interprètes du Félibrige et de l'œuvre mistralienne.

À l'heure où vont renaître les provinces françaises, la présence, côte à côte, de nos " Mainteneurs " berrichons et des représentants du Félibrige sera un symbole de cette renaissance. N'entendrons-nous pas, pour la première fois à Châteauroux, l'admirable " Coupo Santo " ?

À Argenton, enfin dimanche 30 novembre, à 16 heures, salle paroissiale, même programme qu'à Châteauroux.

Ces trois soirées auront non seulement un attrait artistique et musical du plus haut intérêt. Elles auront, en outre, le grand mérite de placer sur son véritable terrain l'action régionaliste qui doit servir, même dans le domaine privé, les principes de la Rénovation nationale.

Ajoutons que, jeudi prochain, seront formés, à Châteauroux, les Comités de la " Maintenance " et de la " Manécanterie des provinces françaises ".

D'après *Le Département*, du 27 novembre 1941, « Eicolau dau Barbichet » qui devaient se produire dans le département de l'Indre fut « fondée en 1923, dans le but de développer en Haut-Limousin, le mouvement félibréen qui, dix ans plus tôt, avait commencé en Dordogne et en Corrèze sous l'impulsion du chanoine Joseph Roux, " Eicolau dau Barbichet " s'orienta immédiatement vers l'action populaire et se servit d'abord uniquement du théâtre dialectal comme moyen de propagande. Reconstituée après l'Armistice, elle seconda utilement la propagande légionnaire en Limousin et eut un rôle important à la grande fête des provinces du 31 août 1941 au stade de Vichy (Fêtes régionalistes). Elle eut l'honneur d'être reçue au Pavillon Sévigné par le Maréchal Pétain ».

Pour souligner que le nouveau régime soutenait activement ces manifestations, on précisait que « les soirées de samedi et de dimanche compteront parmi les plus belles qui aient été organisées jusqu'à ce jour en Berry. Il ne s'agit pas là d'une simple manifestation de régionalisme spectaculaire. À l'heure où les provinces françaises vont renaître sous l'impulsion prestigieuse du glorieux chef de l'Etat Français, elles doivent se connaître entre elles, selon la doctrine de Mistral, que le Maréchal considère comme l'une des bases de la France nouvelle. " Tous les mistraliens sont mes amis ", disait-il récemment à M^e Farnier en recevant " Eicolo dau Barbichet ". Tous les amis du Maréchal

assisteront donc à ces grandes soirées félibréennes et mistraliennes, sans précédent dans notre région ».

Au programme seraient chantés " Coupo Santo " de Mistral, et, « pour la sortie, comme il se doit " La Française ", hymne de la Légion ».

Le compte rendu de la soirée constitutive fut publié dans *Le Département*, le 28 novembre 1941. Avec toutes les réserves que nous avons déjà apportées ici concernant la presse sous l'occupation, nous citons intégralement cet article :

« Une belle soirée Berrichonne et Bourbonnaise

Nous avons annoncé la fondation d'une " Maintenance du Berry " destinée à stimuler chez nous l'action régionaliste sur les bases de la doctrine de Mistral en qui le Maréchal a salué le sublime précurseur de la Rénovation Nationale.

Mercredi soir, le Comité de fondation avait organisé à La Châtre une première réunion qui se déroula, au Théâtre Municipal en présence d'une assistance choisie parmi laquelle nous avons reconnu : M. le Sous-Préfet, M. le Maire, M. l'Archiprêtre, et de nombreuses personnalités.

M. Mignoton, délégué du Comité de fondation exposa tout d'abord les grandes lignes de la doctrine mistralienne qui voit dans le régionalisme non pas une distraction ou un passe-temps pour amateurs, non pas une série de manifestations spectaculaires ou musicales, mais une action ayant en vue la renaissance et la pérennité de la province.

Il évoqua ensuite les grandes figures berrichonnes : George Sand, Rollinat, Nigond et abordant l'œuvre de Mistral, il souligna sa parfaite concordance avec les principes de la Révolution Nationale.

À propos de la Musique et des Chants du Terroir, l'orateur rappela enfin que le Maréchal, comme Mistral, voit dans le patrimoine régional l'un des maillons de la chaîne qui, selon Renan, relie le passé au présent, les morts aux vivants.

La partie musicale fut ensuite brillamment exécutée. On entendit tout d'abord plusieurs vieilles chansons parfaitement choisies des folklores berrichon, bourbonnais et nivernais.

Madame Moulin, dont le talent est si justement apprécié à La Châtre, chanta les " Réponses de la Bergère " dans l'admirable chanson qu'est " La Bergère et le prince ", l'une des plus belles de notre répertoire berrichon.

Plusieurs œuvres musicales de Maurice Rollinat furent une véritable révélation pour beaucoup d'auditeurs. [...]

Enfin, le répertoire rustique des " Maîtres Sonneurs Bourbonnais " souleva l'enthousiasme. Les deux lauréats du Concours International de 1889, Maloches et

Pacouret, dont le plus jeune a dépassé 80 ans se surpassèrent littéralement.

L'audition se termina aux accents de la "Marseillaise" interprétée par nos vieux instruments du Terroir.

Au cours de la soirée, une quête fut faite en faveur des œuvres de l'Enfance. »

Après cette soirée, il fallait déclarer officiellement cette nouvelle association auprès de la préfecture du département de l'Indre (52). La loi de 1901 sur les associations n'ayant pas été abrogée par le gouvernement de Vichy, Henri Mignoton écrivait au préfet de l'Indre (53) :

« Verneuil-sur-Igneraie (Indre), le 23 décembre 1941

Monsieur le Préfet,

I. - Chargé d'élaborer les statuts (loi de 1901) d'une association régionaliste et musicale, je vous serais reconnaissant de vouloir bien m'indiquer quelles sont actuellement les formalités à remplir.

S'il existe une formule-type, ou encore si vous pouvez me communiquer les statuts d'une autre société récente, je vous en serais fort obligé.

II. - Voudriez-vous avoir l'amabilité de me dire d'autre part, si une personne vendant habituellement ou occasionnellement des journaux ou brochures sur la voie publique est soumise à une déclaration et à qui elle doit être éventuellement adressée selon qu'il s'agit du département ou d'une zone plus étendue.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression des mes sentiments respectueux. »

Le préfet répondait le 31 décembre 1941 :

« Mr Mignonton Verneuil s/ Igneraie
Monsieur,

En réponse à votre lettre du 23 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli, la liste des pièces à produire par les associations qui désirent la capacité juridique prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Aucune formule-type n'étant établie, vous pouvez prendre connaissance des statuts d'une autre société, en vous présentant à mes services, 2^e division, 3^e bureau.

Je vous informe d'autre part, que toute personne vendant des journaux ou des brochures sur le territoire dans un ou plusieurs départements, doit être titulaire d'une récépissé de colporteur. Le requérant doit adresser sa déclaration à la préfecture de son domicile, accompagnée d'une pièce d'identité. »

Il semblerait pourtant que la déclaration officielle ne fut pas effectuée, puisque le nom de l'association ne figure sur aucun recueil des actes administratifs de la préfecture. Pourquoi ? Dans l'état actuel des sources, il nous est impossible de répondre à cette question. Les

articles consacrés à l'association se firent beaucoup plus rares, seul l'*Écho de l'Indre* publia encore quelques lignes décrivant les activités de *Maintenance du Berry*.

Le propriétaire-directeur de ce journal, A. Bourg, étant lui-même un fervent régionaliste, ceci peut expliquer cela. Le 2 janvier 1942, sous le titre « l'Action Régionaliste en Berry », l'auteur de l'article indiquait aux lecteurs quels étaient les buts poursuivis par les régionalistes de la région de La Châtre :

« 1^o de faire connaître dans la région et d'enseigner à la jeunesse de nos campagnes les principaux éléments de la littérature, du chant et de la musique des provinces françaises ;

2^o de faire connaître les vieux monuments d'art de notre région ;

3^o de constituer une Bibliothèque du Terroir. »

Il était recommandé de s'adresser pour tous renseignements à M. Henri Mignoton, à Verneuil-sur-Igneraie (Indre), « qui va publier à cette occasion un ouvrage d'actualité intitulé "L'An Quarante, Leçons et espoirs". Ce livre, remarquablement illustré par Ed. Lévêque, sera le Guide indispensable, le véritable Bréviaire des régionalistes qui ont compris, à la lumière des événements, la nécessité d'une doctrine ». Le 23 janvier 1942, peu ou prou, le même message était diffusé, mais avec une importante précision puisque les régionalistes locaux apprenaient que la ville d'Éguzon avait été retenue pour devenir le siège d'un important centre voué à l'enseignement :

« La "Maintenance du Berry", qui a reçu les encouragements du Maréchal, ouvrira à Éguzon, en Avril prochain, l'École Manécanterie des Provinces Françaises, où dix places gratuites seront réservées à des enfants du Berry, futurs "Mainteneurs" de notre patrimoine artistique et musical.

Soutenez la "Maintenance" en assistant à ses auditions et en achetant ses publications. »

Un autre article datant du 27 mars 1942 précisait les intentions des concepteurs de cette école :

« "École-Maintenance des Provinces Françaises" à Éguzon (Indre)

Nous assistons, grâce au Maréchal, à la renaissance des Provinces Françaises. Un peu partout, ce renouveau s'affirme dans tous les domaines. Et déjà, au pays de Mistral, fonctionnent les cours de l'École Provençale. Car c'est évidemment vers la jeunesse que doivent tendre les efforts de l'action régionaliste.

Nos provinces du Centre possèdent un patrimoine intellectuel et artistique assez riche, pour justifier la création d'un organisme où nos jeunes puiseront l'amour de la petite patrie qui, selon l'expression du Maréchal, ne fait qu'accroître celui de la grande.

Tel sera le but de l'École-Maintenance des Provinces Françaises, fondée en Berry, au pays de Georges Sand, de Rollinat et de Nigond et qui, dès le 15 avril, ouvrira ses portes à Éguzon, dans le site magnifique de la Vallée de la Creuse.

Cette école assurera à ses élèves outre un cours complémentaire d'instruction classique, l'enseignement de l'Histoire, de la Littérature et des Arts régionaux. La musique, le chant, le dessin, l'enseignement ménager, la sténo-dactylographie, les principaux éléments de la comptabilité compléteront le programme.

Des places gratuites ou à prix réduit seront réservées, au fur et à mesure des possibilités, à des jeunes filles, âgées de 12 ans au moins, appartenant à des familles pauvres ou nombreuses, choisies dans les différentes régions du Berry et des provinces voisines. Une place est prévue, dans notre arrondissement pour les cantons de La Châtre, Sainte-Sévère, Aigurande et Neuvy. Le canton d'Éguzon sera joint pour une autre place à ceux d'Argenton et de Saint-Benoît.

Les familles désireuses de solliciter l'admission d'une fillette à l'une de ces places gratuites devront en faire la demande, le 20 mars au plus tard, à Mme la directrice de l'École-Maintenance du Berry, à Éguzon (Indre).

Au cours des semaines qui vont suivre seront mises en vente, dans notre région, les cartes et publications de l'École-Maintenance du Berry, qui constitueront la ressource essentielle des places gratuites.

Parmi ces publications, le " Manuel du Berry ", historique, géographique, littéraire et musical, est en souscription au prix de 100 fr. pour l'édition de luxe et de 50 fr. pour l'édition ordinaire. Les souscriptions sont reçues à l'École à Éguzon, et à l'Imprimerie Bourg, à La Châtre. »

C'était le dernier article publié dans la presse du département de l'Indre évoquant les activités de *Maintenance du Berry*. L'année 1942 marque ainsi la fin des activités connues de cette association, est-ce à dire que les membres de *Maintenance du Berry* ne furent plus en mesure d'agir ? Pourtant, même si la situation devenait moins favorable à la diffusion de la pensée régionaliste, les manifestations de propagande régionaliste continuèrent dans la région administrative de Limoges. Maurice Brimbal, à la tête de la Chambre de Commerce, faisait part de projets de centre culturel régionaliste, du reste lui aussi évoquait la possibilité d'une implantation dans la région d'Éguzon, cependant dans son exposé il ne faisait aucune allusion à la participation de *Maintenance du Berry* à son projet. Il est difficile d'imaginer que ces deux hommes, Henri Mignoton et Maurice Brimbal, n'aient pas eu l'occasion de se rencontrer, durant cette période, pour abor-

der la question de la création d'un centre spécialisé dans la diffusion de la culture régionale. Étaient-ils pourtant voisins sur le plan des idées politiques ?

Dans les *Cahiers Régionalistes du Centre* revue trimestrielle, n° 1 et 2, 1^{er} et 2^e trimestre 1948, Hilaire de Vesvre, alias Henri Mignoton, rendait hommage à Maurice Dauray, alias Maurice Brimbal, avec évocation et rappel de la carrière de Maurice Dauray. Hilaire de Vesvre expliquait que sa nouvelle revue se réclamait de l'esprit du *Gargailou*. « Car le souvenir et l'exemple de Maurice Dauray ne cesseront d'animer et de guider notre action. [Même si on avoue avoir eu la tentation de reprendre le même titre, mais Maurice Dauray étant mort] nous n'avons pas le droit, moralement, d'apporter la moindre modification à une revue que Maurice Dauray considérait à juste titre comme sa plus chère réalisation, et qui fut sienne dans toute la force du terme. » Maurice Dauray avait du reste l'intention de faire revivre la revue *Le Gargailou* après le départ de l'occupant, était-il précisé.

Éguzon était manifestement un lieu très prisé pour la création de centres plus ou moins associés aux réformes impulsées par le Gouvernement de Vichy. En effet, ce chef-lieu de canton du sud du département de l'Indre avait été retenu pour accueillir une école régionale de cadres féminins (54). D'après, M. de S..., délégué régional à la jeunesse, dans son rapport du 25 juin 1942, « depuis de longs mois, le principe de l'ouverture d'une école régionale de cadres féminins dans la Région avait été envisagé par le Secrétariat Général de la Jeunesse. Nous avons dû successivement abandonner les projets du Mas du Puy (Haute-Vienne) et du Marquisat (Tulle). Nous sommes actuellement en pourparlers pour la location du Faisceau à Éguzon (Indre). Nous avons tenu au courant M. Jacquemart, Préfet de l'Indre, tant de la création de l'École de Cadres à Eguzon que de l'École d'Éducation Physique à Châteauroux ».

Le même délégué, dans son rapport d'octobre 1942, expliquait que des difficultés étaient rencontrées pour « trouver les cadres de direction ». Le bail fut enfin signé à la fin de l'année 1942, les travaux pouvaient commencer. Au printemps 1943, tout fut arrêté, suite à une réorganisation des Écoles de Cadres de la Jeunesse, « un certain nombre de ces écoles sont supprimées, parmi lesquelles, notamment, notre École régionale de cadres féminins qui était en création à Éguzon (Indre) . Les Écoles de cadres non supprimées sont provisoirement fermées ».

Finalement, les locaux furent utilisés pour des colonies de vacances durant l'été 1943 ; le 24 août 1943 M. de S... écrivait qu' « en ce qui concerne l'École de Cadres d'Éguzon, un arrêté vient d'être pris par Mon-

sieur le Secrétaire Général de la Jeunesse prévoyant la réouverture de cette Ecole au titre d'Ecole spécialisée». Voici l'arrêté :

« Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale

Vu l'arrêté interministériel du 21 décembre 1940

Vu le décret du 11 août 1941 portant création d'Écoles spécialisées de cadres

Vu la loi de finances du 31 décembre 1942

Vu l'arrêté du 16 mars 1943 fixant la situation des Ecoles de Cadres de Zone sud. Vu le rapport du Chef du Service de la Formation des Jeunes

Arrête

art. 1er - L'article 4 de l'arrêté du 16 mars 1943 est abrogé et remplacé comme suit :

“ Les Ecoles de Marseille Ste-Anne et d'Eguzon sont instituées Ecoles spécialisées et chargées respectivement de la formation des cadres masculins et féminins des Centres de formation professionnelle. Ces Ecoles seront gérées par le Service de la Formation des Jeunes. ”

Art. 2 - La présente décision prendra effet à compter du 1^{er} septembre 1943

Art. 3 - Le Chef du Service de la Formation des Jeunes, le Chef du Service du Personnel et le Chef du Service Administratif et Financier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. »

À la fin de l'été 1943 eut lieu également un stage pour les Directrices de Maisons de Jeunes à l'École des Cadres Féminins d'Eguzon, « cette session qui a duré une quinzaine de jours, et dont la direction était assurée par les Cadres de la Région de Limoges, a réuni toutes les directrices de Maisons de Jeunes de la zone Sud. Cette session remarquablement dirigée par Mademoiselle D..., chef du Bureau d'Etudes féminin de la Région a été un véritable succès ».

Maurice Brimbal, Henri Mignoton eurent-ils des contacts avec les responsables de cette école chargée de former des cadres féminins ? Jouèrent-ils un rôle particulier dans ce projet ? Nous pouvons simplement dire qu'il eût été fort étonnant qu'ils ne fussent pas tenus au courant de la volonté d'établir un tel établissement à Eguzon, ce qui était, somme toute, assez flatteur pour le département de l'Indre. Nous avons toute latitude de penser que les régionalistes du département de l'Indre souhaitaient s'impliquer dans l'ébauche des programmes d'enseignement de cette école afin que l'histoire locale, le respect des traditions, etc., fussent dispensés.

Conclusion

Qui sont aujourd'hui, finalement, les héritiers

d'Hilaire de Vesvre ? Les enfants putatifs d'Henri Mignoton sont-ils vraiment les dirigeants actuels de *Maintenance du Berry* ? Qui sont les gardiens du régionalisme berrichon ? Mais que signifie être régionaliste à l'heure de la décentralisation et de la construction européenne ? Existe-t-il encore une prétendue culture berrichonne à défendre ? Cependant a-t-il vraiment existé une culture berrichonne authentique ? Si oui, que faut-il préserver ? que faut-il conserver ? qui est qualifié pour dire ce qu'il faut conserver ? La sauvegarde du patrimoine ne serait-elle pas le dernier avatar de l'esprit des *mainteneurs* ? Le régionalisme est-il une pensée réactionnaire ? Peut-on être régionaliste et homme de progrès ? En d'autres termes, l'homme de gauche peut-il être régionaliste ? Et si être de gauche, aujourd'hui, était, justement, l'ultime manifestation du conservatisme, la contradiction ne serait plus qu'apparente ? L'économie libérale ne signe-t-elle pas l'arrêt de mort de toutes les infracultures des régions historiques ? Peut-on concilier la dynamique du marché et la sauvegarde des traditions régionales ? L'idéologie régionaliste ne contient-elle pas en germe l'horrible notion de purification ethnique ? Dit autrement, l'ultime conséquence de la défense de son territoire et de la préservation de son patrimoine n'implique-t-elle pas le rejet de l'étranger ?

Les questions sont effectivement nombreuses, ce n'est pas le lieu, ici, de tenter d'y répondre ; en guise de conclusion et pour alimenter le débat, nous citerons quelques textes qui auront le mérite de souligner, s'il en était encore besoin, combien ce sujet est complexe.

Les éditions *La Bouinotte* ont publié, dans le cadre d'une nouvelle collection « Les Authentiques », un ouvrage (55) s'inscrivant dans une veine bien exploitée depuis *la vie d'un simple* de Guillaumin. Léandre Boizeau, dans la jaquette, quatrième de couverture, présente ainsi ces authentiques : « Les authentiques, ce sont ces hommes et ces femmes, bien souvent nés à la fin du siècle dernier, qui ont vécu leur enfance et une grande partie de leur vie enracinés dans une ruralité forte de son système de valeurs bien établies et imprimant son propre rythme : celui de la nature, des saisons, de la terre... Ils étaient d'un pays où seul l'essentiel comptait. Arriva le “ Progrès ”, celui des techniques qui bouleversa tout sur son passage, jusqu'aux consciences parfois mais pas les leurs. Nés au temps des diligences, morts à celui des avions supersoniques, les “ authentiques ” ne se laissèrent jamais abuser par les paillettes du superflu. »

La dédicace de l'auteur de ce livre : « À Léonie, mon arrière grand-mère. À Cédric et Géraldine, mes enfants. Que parlent les liens du sang ! » Cela se passe de commentaires ! L'avant-propos de cet auteur doit être lue avec la plus grande attention qui soit ; c'est une

la question du régionalisme, et de la rémanence d'un régionalisme que n'auraient pas renié, en d'autres temps, certains *mainteneurs*.

« Les authentiques sont des personnages réels, des hommes et des femmes qui ont voué leur vie à un idéal [...]. Ils n'ont pas choisi, ils sont nés paysans, maçons ou scieurs de long, ils ont suivi sans défaillir un destin tracé depuis des générations. Ils ont été façonnés par la sueur et la peine de leurs ancêtres et ont épousé la noble cause de sauvegarder et d'améliorer le patrimoine familial. Terriens, ils le sont dans le sang, et leur apparente résignation cache un cœur de poète qui vibre à l'appel de la nature. [...] Leur culture est immense, mais elle ne sort pas des encyclopédies, elle est le résultat d'une longue communion avec la nature, d'une observation silencieuse et rigoureuse de l'entourage [...]. *L'attrait du confort matériel, la société de consommation ont entraîné la jeunesse dans leur flot d'ivresse et de plaisirs faciles. Les authentiques ont disparu, et s'il en reste quelques spécimens aujourd'hui, ils sont rares* [souligné par Alain Giévis]. [...] *que de faux prétextes pour oublier que nous errons sans but ! Hommes et femmes du siècle des lumières, nous sommes bien plus aveugles que ces authentiques nés au siècle dernier.* [...] nous dispersons notre vie aux quatre coins de la terre, nous piétons notre famille pour mieux nous éclater, nous travaillons sans enthousiasme parce qu'il faut bien gagner sa vie [...] . Le grand vide d'une vie sans but. Parce que *je crois encore à l'amour, à l'amitié, à la famille, parce que j'aime la terre en tant que mère nourricière et la nature en tant que baume à toutes les plaies* [toujours souligné par Alain Giévis], j'ai voulu faire sortir de l'ombre des authentiques qui, par leur vie simple et laborieuse, leur foi profonde en l'homme, ont forgé de leurs mains notre beau pays. N'allons pas le gâcher aujourd'hui ! »

Nous avons d'abord cru à un pastiche, à une leçon d'humour, eu égard à l'esprit de cette maison d'éditions berrichonnes ; hélas ! il semblerait que ce texte fût bien sincère et fût la traduction de la pensée de l'écrivain signataire. Nous avons là exprimée la quintessence de l'idéal régionaliste – agrarien, antilibéral, plus le coup de pied de l'âne contre le Siècle des lumières –, propre à certains régionalistes de la fin du siècle dernier dans la mouvance monarchiste et catholique.

La municipalité de Châteauroux fut la cible principale des activistes de *Maintenance du Berry*, mais savaient-ils pourtant que le maire de cette ville était aussi à sa façon un « mainteneur » soucieux de préserver l'identité culturelle berrichonne, qu'il eut l'occasion d'intervenir officiellement pour faire du Berry le pendant de la Bretagne ou de la Corse en matière

d'enseignement des langues régionales. À ce titre, *Maintenance du Berry* pourrait peut-être proposer au maire de Châteauroux une présidence d'honneur.

Journal Officiel, 13 février 1989, p. 760.

« Cultures régionales (berrichon)

4799. - 31 octobre 1988. - M. Jean-Yves Gateaud attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, sur le problème rencontré actuellement par les instituteurs désirant se présenter au C.A.F.I.M.F. avec l'option "langues et cultures régionales". Cette option est actuellement réservée aux instituteurs bretons, basques ou corses, qui possèdent une culture régionale ainsi qu'une langue. Le Berry, comme d'autres provinces, possède une culture et une identité régionales même si le patois berrichon n'est pas reconnu en tant que langue régionale. Actuellement dans l'Indre, une priorité est donnée aux classes de patrimoine. Il semble donc regrettable qu'il n'existe aucun maître-formateur ou conseiller pédagogique susceptible d'informer les instituteurs et d'organiser des travaux en rapport avec ces classes, à partir de la culture régionale. Il lui demande en conséquence si l'option "langues et cultures régionales" du C.A.F.I.M.F., réservée actuellement à une minorité, ne pourrait pas être revue et élargie en "patrimoine et culture régionale", afin que tous les instituteurs de France puissent prétendre à cette option et ainsi éveiller et sensibiliser les élèves à ce patrimoine régional.

Réponse . - La création par l'arrêté du 22 janvier 1985 d'une option "langues et cultures régionales" du certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur maître-formateur (C.A.F.I.M.F.) a correspondu à la nécessité d'accompagner les mesures prises au niveau de l'enseignement primaire en faveur de ces langues et cultures régionales et notamment de pourvoir les emplois d'instituteur maître-formateur auprès des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale, créés à cet effet. Cette option a donc une très forte connotation linguistique. Le choix des langues concernées, effectué en fonction de l'importance de leur usage dans l'académie ainsi que des besoins actuels et futurs liés à l'accueil des enfants et à leur enseignement, est laissé à l'appréciation de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de chaque département. S'agissant d'une information et d'une sensibilisation des instituteurs aux patrimoines et cultures régionaux, il ne semble pas indispensable de créer une nouvelle formation ni de modifier l'option actuelle. Compte tenu des dispositions prises en la matière (cf. circulaire n° 82-261 du 21 juin 1982, n° 83-547 du 30 décembre 1983 et n° 88-63 du 10 mars 1988), il apparaît que ces fonc-

tions peuvent facilement être exercées par des instituteurs maîtres-formateurs d'école normale ou auprès des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. Au demeurant et compte tenu du fait que l'enseignement des cultures et langues régionales doit imprégner l'ensemble des activités de classe et s'associer aux autres disciplines (cf. circulaire n° 83-547 du 30 décembre 1983), celles-ci peuvent très normalement trouver leur place dans le cadre d'options du C.A.F.I.M.F. "spécialisé" telles que l'éducation musicale et les arts plastiques, et même dans le C.A.F.I.M.F. "généraliste" (notamment au niveau de l'épreuve de rédaction et de soutenance du mémoire). »

Le bulletin municipal d'informations de Châteauroux, *Châteauroux Aujourd'hui*, n° 32, de décembre 1992, annonçait l'inauguration d'une Maison des Arts et Traditions Populaires, accueillant « trois associations : la Vielle dans tous ses états, Chants et Danses du Berry, les Musiciens Routiniers ainsi que la collection privée de costumes et accessoires du XX^e siècle de Pierre Panis. Tous les sociétaires sont des amateurs, des bénévoles, des collectionneurs, des représentants de la vie associative et tous partagent une passion s'articulant autour d'objets, d'outils, de costumes, de coiffes, de musiques, de chansons, de danses, témoins du patrimoine régional berrichon. Il a fallu près de huit mois pour restaurer la Maison des Arts et Traditions Populaires (2.300.000 francs) et lui redonner son cachet d'antan [...]. Cette réhabilitation dont le maître d'œuvre est la Ville a reçu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France ». Dans un entretien accordé à la revue, *Agora de l'Indre* (n° 2, novembre 1992), Solange Panis précisait bien que la gestion de cette Maison des Arts et Traditions Populaires serait assurée par la municipalité de Châteauroux et que son association avait « l'intention de créer une banque de données qui regrouperait tout ce qui a pu être collecté par des groupes ou des individus ».

Ainsi, la municipalité socialiste de Châteauroux, si vilipendée par les militants de *Maintenance du Berry*, réalisait, somme toute, ce que les *mainteneurs* berrichons avaient tant à cœur de mettre sur pied en l'an 1941.

Dans la même gazette, le maire Jean-Yves Gateaud s'adressait à ses concitoyens pour leur présenter ses vœux pour l'année 1993, il profitait de cette tribune pour souhaiter que « dans l'ancienne Yougoslavie », cessât la guerre. Le maire de Châteauroux fustigeait « les sentiments nationalistes dont nous savons bien où ils nous ont conduits par le passé » et « l'abominable vocable de purification ethnique ». Aucune malice dans ce que d'aucuns estimeront être un rapproche-

ment déplacé.

Agora de l'Indre se présentait comme la revue des associations socio-éducatives et culturelles de l'Indre, Jean-Paul Thibault était le directeur de la publication, Thierry Penot-Alerini le rédacteur en chef, ce dernier avait préparé un dossier consacré aux arts et aux traditions populaires, en fait un vigoureux plaidoyer pour la défense des traditions, du folklore, non seulement berrichon mais également, si nous avons bien compris certains passages ambigus, de la culture des travailleurs immigrés. Ainsi, pour le rédacteur en chef de cette revue, « il est donc faux de parler de société pluri-culturelle lorsque les cultures ne peuvent s'exprimer pleinement. L'assimilation et l'intégration provoquent inexorablement l'acculturation ». Après un éloge vibrant de Pierre Panis, « maître à penser de toute une génération de folkloristes parmi lesquels sa fille Solange, Roger Pearson, Jean-Louis Boncœur, Daniel Bernard, Bernard Trouvée et tant d'autres », l'auteur de cet article concluait en entonnant un couplet antieuro-péen, « la technocratie de Bruxelles, de Paris ou d'ailleurs est de plus en plus contestée et la *sagesse populaire* gagne des points face au *r'membrement* qui signe la mort de nos *bouchures* [...]. En disant oui à l'Europe des cultures et non à l'acculturation européenne, le Bas-Berry ne vendra pas son âme... au diable, et préservera ce qui est essentiel : une mémoire pour l'avenir ». (Voir plus haut tout ce qui concerne les problèmes d'acculturation vus cette fois de la fenêtre de la droite nationale du département de l'Indre.)

Ce magazine, édité par l'Office Départemental d'Animation Socio-Éducative, ne prétendait aucunement défendre les idées de la droite nationale. Il serait même plus exact de dire que les animateurs de cette publication reflétaient plutôt l'esprit associatif propre aux idéaux de la gauche française. Aussi est-il assez étonnant de rencontrer sous la plume de ces militants du monde des associations des expressions qui ne sont pas sans rappeler celles employées par les sympathisants de *Maintenance du Berry*, version 1994. Mais est-ce vraiment si étonnant ?

Loin de nous l'idée d'établir des symétries scabreuses, nous voulons tout simplement montrer par ces exemples que la gauche française doit assumer une contradiction de taille : comment doit-elle gérer sa propension à l'internationalisme et son goût des cultures régionales ? Les deux attitudes ne sont-elles pas fondamentalement antinomiques ? La logique de l'une n'est-elle pas la négation de l'autre ?

Pour Guy Scarpetta (56) – qui connaît bien Châteauroux, du reste ! – paradoxalement, mai 1968 aurait provoqué la ruine de l'internationalisme, alors que le « cosmopolitisme [...] illumina Mai. On s'était inter-

rogé alors sur la nature du pouvoir ; on avait lutté contre les *centralismes*, politiques et culturels ; on avait remis en cause le jacobinisme. De là ont surgi les mouvements de défense des minorités, des marginalités [...]. Nous avons appris à déchiffrer la longue litanie des peuples opprimés, des génocides culturels, des minorités soumises. [...] Voilà que, de Bretagne en Alsace, d'Occitanie en Corse, d'autres voix s'élevaient, plus proches de nous, pour dénoncer une oppression politique ou culturelle, revendiquer le droit à la différence, à la singularité, le refus d'une uniformité imposée par l'État ». Et ainsi, « il y a eu le thème des *sources*, des *terroirs*, du *berceau*, avec ce qu'il pouvait charrier d'archaïsme, de provincialisme culturel, de refus de toute confrontation d'ordre international », pour en arriver à un « micro-chauvinisme », puis la « mouvance du mouvement écologiste » en vint à la mythologie du « retour à la terre », usant de « la langue même du vieux pétainisme ». Guy Scarpetta n'hésitait pas à écrire que « la *nouvelle droite* n'a eu rien d'autre à faire que de venir coiffer tout cela, en en poussant la logique jusqu'au bout. [...] Tout le problème [était] que la *nouvelle droite*, significativement, *partageait* avec le conformisme de gauche les valeurs culturelles qu'elle promouvait – avec, simplement, le tout petit coup de pouce nécessaire pour en donner le relief idéologique exact ».

Rappelons que ce livre date de 1981, la même année François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, fut élu président de la République. La campagne électorale du candidat de la gauche socialiste fut marquée par un slogan, restée dans toutes les mémoires, *la force tranquille* ; en revanche, on se souvient peut-être moins de l'arrière-plan de l'affiche de cette campagne présidentielle. Jacques Séguéla (57), chargé du *marketing* politique de François Mitterrand, imagina avec son équipe la notion de *Force tranquille*, « la photo d'un Mitterrand ferme sur fond de France douce illustrerait le propos. Pour la circonstance, le ciel d'azur naissant de l'aube se mettrait en bleu, blanc, rose. Caractère et style étaient en place. Restait à témoigner à nouveau et concrètement du physique. Deux affiches allaient réduire le programme socialiste à sa plus simple, mais plus forte, expression [...]. Le petit village de Sermages dans la Nièvre, près de Château-Chinon, servirait de décor. Dès lors, qui pourrait douter de la force tranquille avec laquelle ces promesses se feraient réalité ? » Ainsi pouvions-nous voir la petite église de ce village du Morvan au second plan, émergeant d'un halo de lumière rose nimbant une colline (*inspirée?*) aux formes douces, sensuelles, forte évocation de la terre nourricière ; syncrétisme surprenant où se mêlaient le paganisme et la mystique de la France

chrétienne, soulignant d'autant l'enracinement et l'attachement au sol de François Mitterrand. Quel contraste par rapport à l'affiche de la campagne des élections présidentielles de 1965 où l'homme de la *force tranquille* apparaissait cette fois au milieu d'un décor évoquant un tout autre paysage. En effet, en arrière-plan, des cheminées fumantes d'un indistinct complexe industriel, au premier plan, un pylône massif supportant des lignes à haute tension, et à perte de vue, une terre glabre. « François Mitterrand, un Président jeune pour une France moderne », tel était le slogan de cette affiche. Si, effectivement, les publicitaires devaient avoir raison en prétendant qu'ils ne font que refléter les tendances lourdes de la société dans laquelle ils sont pleinement immergés, alors il faudrait admettre que les Français, en 1981, ne voulaient plus d'une France résolument orientée vers le toujours plus de compétition économique et d'innovation technique, leur profonde envie *de changer la vie* n'était en fait qu'un refus du changement induit par l'économie libérale et la mondialisation des échanges. 1965, l'affiche de Mitterrand, candidat à la présidence de la République, usait d'une symbolique de type masculin ; 1981 était marqué par le retour au féminin, à la volupté de la terre, à la moiteur trouble des vallons. Finalement, quelle affiche témoignait, le plus sincèrement, des convictions intimes à la fois de François Mitterrand et de la gauche française ?

Les proches de l'ancien président du Conseil général de la Nièvre révèlent sa nature profonde, ainsi Jacques Attali (58) : « Sa marque tient en un mot : il est d'abord et avant tout un homme de province. De la province il aime le secret, la diversité des paysages [...]. » Roger Gouze (59), beau-frère du président de la République, nous décrit les relations charnelles que François Mitterrand entretient avec la nature, la province : « Trois mois de Paris et je m'embrouille dans les odeurs de la forêt. C'est le signal d'alerte. Lorsque je ne reconnais plus la démarche de la nature, je suis près d'ignorer les hommes. » Enfin, pour un collaborateur du Président, celui-ci « est fier de ses racines charentaises, il les revendique toute la journée (60) ». Du reste, l'écrivain François Mitterrand ne s'était pas privé de nous préciser ce qu'il pensait de la défense et de la conservation des traditions et des dialectes (61) : « Berrichon par mon père, Saintongeais par ma mère, je n'entends et ne parle que le français. Né au point de rencontre exact des pays d'Oc et d'Oïl, mon oreille incertaine n'a pas su retenir le chant de la langue voisine. Je le regrette à mesure que vieillir m'ouvre l'esprit. Mon grand-père maternel racontait, dans un patois irréprochable, de succulentes histoires charentaises [...]. Récemment, chez un bouquiniste, j'ai acquis une liasse de papiers

manuscripts provenant de la succession Goulbenéze, notre dernier chantre local ou plutôt notre avant-dernier, car je n'oublie pas Odette Commandon et ses "Contes de la Cagouille". J'y ai goûté une saveur liée à la vie du peuple qui est le mien. »

Il suffirait de passer en revue les programmes des multitudes « Fêtes de la Rose », organisées par les fédérations départementales du Parti socialiste pour se rendre compte combien le folklore, les traditions populaires furent mis à l'honneur.

Dès 1969, François Goguel (62) émettait l'hypothèse que le vote communiste ou socialiste traduisait un refus de la modernité, du progrès économique, bref que les conservateurs n'étaient pas toujours ceux que l'on croyait ; Hugues Portelli (63) tentait de démontrer que le Parti socialiste français n'était finalement que l'ultime avatar du radicalisme, que les militants du PS, victimes des pesanteurs et des attractions magnétiques du PC, pourtant représentants des classes moyennes étaient incapables de « social-démocratiser le Parti socialiste » et donc de le faire sortir de l'« archaïsme ». Reste qu'il est loisible de se demander si la victoire de François Mitterrand n'était pas le signe d'un vote de conservation et de repli, le contraire, en fait, du mouvement, mais bien plutôt la traduction de la volonté de protéger un monde finissant ; comme si, justement, les classes moyennes anticipaient les bouleversements inéluctables qui allaient mettre à mal l'édifice des acquis sociaux, péniblement construit au fil des décennies. La *force tranquille* ne devait-elle pas prémunir les Français contre les perturbations à venir. Comme si « être de gauche [...] ce n'est plus aspirer au changement – c'est-à-dire, dans le contexte actuel, à une nécessaire réorganisation de l'appareil productif (64) », tout en continuant à « s'identifier aux opprimés – c'est-à-dire concrètement aux chômeurs, aux ouvriers, aux immigrés ». Justement qui étaient ces militants du Parti socialiste ? « Éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, les nouveaux socialistes se recrutent aussi au sein de ces professions récentes nées de l'extension de l'intervention étatique et du développement des services publics dans le domaine de la santé, de l'animation socio-culturelle, du travail social. Cadres du secteur public, ils se logent au cœur des appareils administratifs qui ont proliféré avec l'hypertrophie de la bureaucratie d'État. [...] Le parti socialiste doit ainsi son succès à ceux qui incarnent "le savoir plus que le pouvoir". [...] Ils exercent un pouvoir à l'ombre du pouvoir. Les fonctionnaires ont toujours formé une clientèle privilégiée de la gauche ; le nouveau parti socialiste, loin de contredire cette tendance, l'accentue en étendant ses ramifications au sein de l'État et la multitude d'organismes qui vivent de

crédits et de commandes publics (65). » Les travaux de ces deux sociologues du C.N.R.S. soulignent l'importance des professeurs de l'enseignement secondaire dans l'appareil militant socialiste, ne s'agit-il pas, justement, du corps social aujourd'hui le plus enclin au nouveau conservatisme, au sens donné par les auteurs ici cités. Est-il si surprenant de constater que de nombreuses associations œuvrant dans le domaine de la sauvegarde du patrimoine, des arts et traditions populaires comptent parmi leurs membres actifs des enseignants, tant les instituteurs que les professeurs du secondaire ? De tous les acteurs sociaux, composant ce qu'il est convenu d'appeler la classe moyenne, ce sont les enseignants qui ont eu à subir les plus lourdes mutations sur le plan du statut social, le milieu rural étant peut-être plus touché que le milieu urbain par ce phénomène. Cela se traduit par une perte d'identité, et un besoin souvent irrépressible de s'investir dans une activité annexe pour obtenir, par d'autres moyens, la reconnaissance du groupe social duquel est souvent issu cet enseignant. Finalement, ces pédagogues que plus personne n'appelle maître sont, peu ou prou, dans la même situation que ces notables de la fin du siècle dernier, c'est-à-dire en total décalage avec leur environnement. Ces femmes et ces hommes ne peuvent pleinement se résoudre à n'avoir plus qu'une fonction utilitariste et mécanique dans une société déjà tellement transformée par les nouvelles techniques de communication. Sans fonction économique clairement définie, ils ont la détestable impression que la société les tolère faute de mieux ; à défaut d'avoir le pouvoir économique, certains peuvent, sérieusement, avoir eu l'ambition de gagner le pouvoir politique, d'autres ont préféré, plus sagement, exercer un magistère dans le domaine de l'histoire locale ou la défense d'une identité régionale.

Et alors tout se brouille ; les sophismes, les confusions, les oublis récurrents, l'absence de méthodologie, la mémoire sélective, la déontologie universitaire bafouée, peu importe ! *la petite patrie* doit vivre. Sur-tout ne pas soulever la boîte de Pandore ! hélas les nouveaux régionalistes, à ne pas vouloir établir leur propre généalogie se font à leur tour rattraper par le passé.

Le rédacteur en chef de la revue, *Berry Magazine*, lui aussi, condamnait le « réveil des nationalismes, des intégrismes et des idéologies de l'exclusion (66) », s'empressant du reste d'exclure de sa revue les historiens susceptibles de briser le conformisme ambiant, alors il est plus simple de se présenter comme un « combattant de la Liberté », pour conserver un je ne sais quoi de la provocation post soixante-huitarde, « nous, petits soldats de la contestation qui n'avons pour adversaires que les matraques des C.R.S. ». Le

plus savoureux étant de se proclamer comme étant « lié [aux résistants] par un sentiment voisin de la fraternité d'armes » sous prétexte que l'on « aurait voulu être capable de faire comme eux ». Le piège de l'anachronisme se refermant sur une rafale de phrases sentencieuses, l'auteur de cet article, visiblement, ne se posait pas la question de savoir si, finalement, le magazine qu'il dirigeait n'était pas l'héritier du régionalisme souhaité par les maréchalistes, si, malgré toute son admiration pour les « hommes de l'ombre », il n'eût pas succombé à la tentation de créer un mouvement qu'il aurait pu baptiser par exemple *Maintenance du Berry*. Pure hypothèse, totalement chimérique, bien sûr, ce qui montre, à l'évidence, les limites du genre dès qu'il s'agit de réfléchir à la complexité d'une époque. Pourtant, des hommes, pour qui *Berry Magazine* a une dévotion filiale, traversèrent cette période de l'occupation tout en appartenant aux *Compagnons de France*, il suffit de lire la presse du département de l'Indre pour avoir une idée de ce que furent leurs activités, non seulement les quotidiens, mais également les publications internes au mouvement *Compagnons de France*. Les *compagnons* étaient effectivement au service de la Révolution Nationale, ils avaient la ferme conviction qu'ils participaient au redressement du pays, leur maréchalisme était pour la plupart sincères ; beaucoup ont eu un comportement héroïque au moment de la libération du territoire, en aucun cas, on ne peut assimiler le mouvement des *Compagnons de France* aux collaborateurs, reste que l'idéologie véhiculée par les chefs *compagnons* ressortissait à un vaste ensemble de doctrines assez éloignées des idéaux démocratiques.

Bergeron, nous voilà !

La grande habileté des dirigeants de *Maintenance du Berry*, version 1994, est, justement, de profiter des zones d'ombre pour piéger les régionalistes, le maître incontesté, en la matière, étant M. Bergeron. Le « Cercle Amical du Berry », association regroupant des Berrichons de Paris, avait ainsi invité Francis Bergeron, le 6 juin 1994 (le lecteur facétieux appréciera la symbolique de la date choisie, mais Clio est très espiègle !), pour une conférence où il devait parler des romans qu'il avait écrits pour la jeunesse : « L'histoire du Clan des Bordessoules : le Berry, à travers une série pour enfants » Francis Bergeron avait réussi à faire préfacier ces ouvrages par d'honorables animateurs de la vie culturelle berrichonne (67), pour l'un d'entre eux, somme toute, étant membre de l'une des associations où notre auteur jouait un rôle prééminent, il était naturel de prêter sa plume. En revanche pour M. le Conservateur du Musée d'Argentomagus, l'un des fondateurs de la revue *Berry Magazine*, polygraphe

réputé, il est permis de penser que la rédaction d'une préface pour un livre destiné à des enfants fût considérée comme une œuvre de circonstance, voire de courtoisie obligée, puisque le site d'Argentomagus était au centre de l'action de ce roman. Incorrigible, Francis Bergeron ne pouvait s'empêcher de glisser de-ci de-là quelques phrases loin d'être équivoques, ainsi : « C'est encore à Bourges, chez l'Archevêque, qu'il y a eu le plus de réticences. Il paraît que les pèlerinages, c'est désuet. Ça n'intéresse plus personne. Maintenant, il faut faire dans le social, les Droits de l'Homme, " l'Acte signifiant " ». Nous leur montrerons, à ces Monseigneurs et aux Abbés de cour, que les chrétiens sont toujours prêts à marcher sur les traces des pèlerins du Moyen-Âge. » Francis Bergeron se présentant comme un chrétien traditionaliste, comment, dès lors, s'étonner de tels propos prêtés au grand-père de l'un des enfants protagonistes de cette histoire ! Autre exemple : « Monsieur Lang ! Cet antiquaire véreux qu'ils étaient parvenus à faire mettre en prison, après la palpitante aventure du secret de la statue volée ! Monsieur Lang ! Le piller d'églises ! L'homme qui avait essayé de voler le trésor des chouans du Berry l'année précédente ! » Le préfacier avait-il bien lu la prose de Francis Bergeron ? Il appartient à lui seul de répondre.

Que faire de la *petite patrie*, de la *province*, de la *région* ? Pour paraphraser le célèbre apophtegme, le régionalisme est-il une affaire trop sérieuse pour le confier aux seuls régionalistes ? Il est vrai que le chemin est étroit, que le moindre faux pas vous fait basculer dans l'abîme d'une histoire trop méconnue, certes, et que nous avons essayé ici d'évoquer tant bien que mal. Le modèle n'existe pas, tout est à inventer dans ce domaine. Il serait vain de nier que la quête identitaire est une constante dans l'histoire de l'homme, nous savons également que cette quête identitaire peut être la cause de conflits sanglants. La France, comme le continent européen, ne peuvent fort évidemment ignorer les revendications régionalistes, Edgar Morin (68) nous livre ce qui peut sembler être non une solution, mais l'amorce d'une réflexion : « L'identité européenne, comme toute identité, ne peut être qu'une composante, dans une poly-identité. Nous vivons dans l'illusion que l'identité est une et indivisible, alors que c'est toujours un *unitas multiplex*. Nous sommes tous des êtres poly-identitaires dans le sens où nous unissons en nous une identité familiale, une identité locale, une identité nationale, une identité transnationale (slave, germanique, latine) et éventuellement, une identité confessionnelle ou doctrinale [...]. » D'aucuns diront que la pensée d'Edgar Morin n'est guère originale, que, de fait, il énonce des banalités évidentes, oui, bien entendu, mais le philosophe-

sociologue propose que ces multiples identités, non seulement, s'enrichissent mutuellement, mais que chacune d'entre elles ne doit pas être « sous-développée » par rapport aux autres. Chaque voix de ce contrepoint serait autonome, constituant une ligne de chant en soi, mais le tout donnerait naissance à une polyphonie d'où toute dissonance serait exclue, en d'autres termes, une autre façon de penser l'Universel, si tant est que nous ayons bien compris la pensée d'Edgar Morin. « L'Europe doit se métamorphoser à la fois en Province et en Méta-Nation. » Concilier le régionalisme et le cosmopolitisme, sans oublier la Nation ! Le débat est ouvert (69), puisse le plus grand nombre de personnes concernées y prendre part.

*
* *
*

Pour beaucoup, l'histoire du temps présent se limite aux souvenirs, plus ou moins éphémères, d'événements vécus ou non ; la somme de ces souvenirs peut constituer une forme de mémoire collective et tient même lieu d'histoire nationale pour beaucoup. Pourtant, l'histoire n'est pas que la mémoire ; il n'est même pas certain que la mémoire soit le complément indispensable de l'histoire. En fait, il s'agit de deux domaines distincts, plus souvent étrangers l'un à l'autre ; la mémoire relevant des passions, l'histoire étant du ressort de la connaissance.

Aussi n'est-il pas rare que des contemporains de tel ou tel événement ne puissent retrouver dans la lecture d'ouvrages d'historiens ce qu'ils considèrent personnellement comme étant la seule histoire, c'est le syndrome bien connu de Fabrice à Waterloo.

Alors, la mémoire, reconstruite ou non, est-elle systématiquement frappée de suspicion, non bien sûr, mais pour l'historien le document brut, rigoureusement daté, reste le matériau essentiel. Les dépôts d'archives, publics ou privés, sont donc les laboratoires où l'Histoire est en gestation.

Pour certains, l'historien aurait besoin de recul temporel, ce qui expliquerait pourquoi il ne peut y avoir d'histoire sérieuse du XX^e siècle, sinon l'historien ne serait qu'un journaliste.

Il faut cesser de donner du crédit à ce lieu commun qui est insultant d'ailleurs pour le métier de journaliste. Chacun sait que les journalistes sont obligés de travailler dans l'urgence, mais cela ne signifie pas pour autant que leur probité puisse être soupçonnée, quant à la probité des historiens... S'il ne s'agissait que d'attendre pour comprendre le passé, les ouvrages doctes devraient encombrer nos bibliothèques.

Non ce qui compte c'est l'accès aux sources, le reste relève du travail intellectuel dont on connaît bien les règles déontologiques, que l'on suppose connues de

tous les chercheurs.

En revanche, s'il s'agit volontairement de mettre le passé récent sous le boisseau, sous de vains prétextes, alors il ne faut pas s'étonner si la mythologie se substitue au savoir historique. Pire encore : une pseudo histoire officielle pour l'édification des masses, sans esprit critique, sans aucune possibilité de vérification des sources. Cela donne un pays malade de son histoire, cette dernière devenant cette dangereuse alchimie dont se méfiait tant Paul Valéry. Des événements récents, douloureusement dramatiques, nous montrent que tout peuple se forgeant une histoire mythique peut exciper de ce passé des droits qu'ils jugent inaliénables et imprescriptibles. Sans pour autant nourrir trop d'illusions sur les vertus curatives ou formatrices de l'Histoire, la connaissance du passé devrait, bien au contraire, refouler les passions et avoir une fonction cathartique. Certes, la chausse-trappe du consensus mou n'est pas loin, et quand bien même ?

Notes

(1) Ces deux adjectifs devront être entendus dans leur acception classique ; l'histoire politique de la France ne peut être réduite à une simple opposition entre conservateurs (parti de l'ordre) et progressistes (parti du mouvement), selon la distinction consacrée – cf. GOGUEL (François), *La politique des partis sous la III^e République*, Paris, éditions du Seuil, 1987, (1^{ère} édition 1946), p. 17 : le parti du Mouvement et de l'Ordre « je préfère ces termes à ceux, plus communément employés de Gauche et de Droite ». Quels sont, du reste, les discriminants permettant d'établir une taxinomie rigoureuse des partis politiques ? Si l'économie politique autorise une classification aux contours relativement précis (libéralisme - socialisme), l'idée de nation, les rapports avec la patrie perdent vite de leur pertinence en tant que facteur de collocation.

Les réflexions, l'action militante de Charles Maurras ancrèrent pour longtemps les thèmes du nationalisme du côté de la contre-révolution, *a contrario* la Gauche ne pouvait donc plus adhérer à tout ce qui exaltait le sentiment national, le parti du mouvement étant ainsi catalogué comme internationaliste, pacifiste, voire regardé comme étant le parti de l'étranger. Piège diabolique duquel il était presque impossible de s'extirper. Voir à ce sujet :

- RÉMOND (René), *Les Droites en France*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1982, p. 169 : « [Le] maurrassisme et [...] l'Action Française. On les retrouvera mêlés, aux jours les plus sombres de notre histoire, aux intrigues de Vichy, et aujourd'hui même, bien que les événements leur aient porté un coup assez rude, il serait sans doute prématuré de n'en plus parler qu'au passé. » ;

- MAURRAS (Charles), *Mes idées politiques*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 49^e édition, 1948, 1^{ère} édition, 1937, p. 264 : le nationalisme selon Maurras, «

Nationalisme s'applique en effet, plutôt qu'à la Terre des Pères, aux Pères eux-mêmes, à leur sang et à leurs œuvres, à leur héritage moral et spirituel, plus encore que matériel. Le nationalisme est la sauvegarde due à tous ces trésors qui peuvent être menacés sans qu'une armée étrangère ait passé la frontière, sans que le territoire soit physiquement envahi. Il défend la nation contre l'Étranger de l'intérieur. » ;

- DUPRAT (François), *Les Mouvements d'extrême droite en France depuis 1945*, Paris, Éditions Albatros, 1972, p. 12 : « Il est bon [d'avoir] en mémoire qu'une idéologie capable de réapparaître après tant de désastres, est une idéologie qui a de fortes chances d'avoir un bel avenir devant elle. »

(2) La bibliographie est inépuisable, on retiendra néanmoins les ouvrages suivants concernant quelques aspects particuliers du régime de Vichy, la nature politique de la Révolution Nationale, les mouvements de jeunesse, le retour à la terre, l'éloge du paysan, le folklore, le régionalisme, les arts populaires, l'économie dirigée, la naissance du plan :

- WORMSER (Olivier), *Les origines doctrinales de la Révolution Nationale : 10 juillet 1940-31 mars 1941*, Paris, Plon, 1971, 1971, 276 p. ;

- FAURE (Christian), *Le projet culturel de Vichy – Folklore et Révolution Nationale 1940-1944*, préface de Pascal Ory, Lyon, Presses Universitaires de Lyon / Paris, Éditions du C.N.R.S., 336 p. ;

- HERVET (Robert), *Les Compagnons de France* Paris, Éditions France-Empire, 1965, 361 p. ;

- MARGAIRAZ (Michel), *L'État, les finances et l'économie – Histoire d'une conversion 1932-1952*, préface de François Bloch-Lainé, Paris, Ministère de l'Économie des Finances et du Budget, Comité Pour l'Histoire Économique et Financière de la France, tome I et tome II, 1991, 1456 p. ;

- KUISEL (Richard F.), *Le capitalisme et l'État en France – Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, préface de Jean-Noël Jeanneney, Paris, Éditions Gallimard, 1984, 477 p.

(3) *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, vendredi 4 février 1994 :

« Petit Gibus en campagne

- Le paint-ball, c'est la guerre des boutons, version branchée. Les "Rats Noirs" se retrouvent régulièrement sur le terrain. [...] Ils n'ont pu obtenir un terrain de la ville de Châteauroux. [...] »

(4) Nous avons là une confirmation – voir la note (1) – de la pérennité des archétypes auxquels les militants politiques aiment bien se conformer ; les caricatures devenant encore plus vraies que les originaux, on désire être à la fois la réplique des grands ancêtres par mimétisme dévot et être analogue à l'image délinéée par l'adversaire politique. Jeu de miroirs d'un simplisme déconcertant, anachronique, ferment d'un autre jeu autrement plus guerrier pour le coup : la guerre civile, cf. WINOCK (Michel), *La fièvre hexagonale.*

Les grandes crises politiques 1871-1968 Paris, Éditions du Seuil, collection « Point - Histoire », 1987, 470 p. ; « Les guerres franco-françaises », *Vingtième siècle*, revue d'histoire, n° 5, janvier-mars, 1985, numéro spécial.

(5) *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, lundi 14 mars 1994, p. 3 :

« Chronique d'une manifestation culturelle annoncée », compte rendu de la manifestation du 13 mars 1994 par Jean-Yves Le Nezet.

(6) Voir DUPRAT (François), *Histoire de l'extrême droite en France...*, *op. cit.*, *passim*, les pages consacrées à Holeindre.

(7) SERRES (Michel), *Rome, le livre des fondations*, Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 1983, p. 113 : « Nous ne prenons plus de villes, nous ne prenons plus que des noms. Mais la règle meutrière s'est quand même maintenue. Le but est de marquer son nom et d'effacer celui des autres. Du meurtre par fer les mœurs ont passé au meurtre par verbe. Le passage de la chose au signe ne change rien fondamentalement. Nous sommes tous des Coriolan : prendre la ville en prenant son nom. »

(8) Hilaire de Vesvre, « Nos enquêtes pour l'Histoire Régionale. Une victime de la "Terreur 44" en Berry Albert Chichery, Député de l'Indre, Ancien Ministre », *La Gerbaude*, n° 15, deuxième trimestre 1951, pp. 1-17 ; « Nos enquêtes pour l'Histoire Régionale. L'affaire Chichery », *La Gerbaude*, n° 16, troisième trimestre 1951, pp. 1-36.

(9) *La Gerbaude*, n° 15, deuxième trimestre 1951, p. 3.

(10) Dans « Collaboration et épuration en Berry », *L'Astrolabe*, n° 94, 1990, pp. 14-18, Francis Bergeron, l'un des animateurs de *Maintenance du Berry*, contestait les travaux qui, selon lui, minimisait le nombre des victimes de l'épuration, préférant utiliser les travaux de Robert Aron. « Il s'agit bien d'un mythe, d'un manque de mémoire, volontaire, qui ne concerne d'ailleurs pas la seule région du Berry » ; inévitablement, il est donc évoqué les 100.000 morts, victimes de l'épuration. Francis Bergeron, dans ce même article, en profitait pour écrire que « dans le Berry, la collaboration ne fut pas plus nombreuse ni moins qu'ailleurs », n'hésitant pas à citer, presque au mot près, Maurice Nicault (*Le Berry dans la guerre 1939/1945, la vie quotidienne sous l'occupation*, Éditions Horvath, 1986) sans ouvrir les guillemets, le lecteur attentif aura reconnu les pages 60 et 61, mais le plus étonnant dans ce cortège de citations, c'est la totale absence de sources archivistiques, aussi bien chez le prêteur que l'emprunteur. Une lecture attentive des archives (avec le recoupement qui s'impose) consultables à Limoges ou à Châteauroux laisse planer un doute, voire quelquefois infirmer en partie les chiffres cités pour l'Indre par les deux auteurs en question ; il semblerait que Maurice Nicault sous-estime (pourquoi ?) à la fois ce que fut la Révolution Nationale (ou le pétainisme) et la collaboration, non pas tant sur le plan de la quantification, que sur celui de la propagande, de l'engagement, de l'action, etc.,

des protagonistes. Ce dont profite Francis Bergeron fort logiquement, effectivement si la collaboration ne fut l'affaire que d'une poignée d'hommes, « comme fut faible le nombre des résistants, si l'on exclut ceux de la 11ème heure » (ajoute-t-il pour faire bon poids), on s'étonne que « le Berry [pût connaître] comme le reste de la France, une épuration terrible, et le plus souvent injuste ». L'article de M. Bergeron cite ensuite longuement Hilaire de Vesvre.

Cf CONAN (Éric), ROUSSO (Henry), *Vichy un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, pp. 16-18. Ces deux auteurs font une mise au point intéressante concernant ce sujet très sensible, citant les derniers ouvrages publiés. « Au total, tant l'épuration judiciaire que l'épuration sommaire (qui fit environ 9.000 victimes, la plupart avant le Débarquement et lors des combats de la Libération) ont coûté la vie à 10.000 ou 11.000 personnes. En outre, plus de 30.000 fonctionnaires, magistrats, militaires (et non pas 11.343), le nombre officiel) ont été sanctionnés sur le plan professionnel, ainsi que de nombreux cadres et employés du secteur privé. On peut estimer ce bilan général faible ou, au contraire élevé. C'est là une affaire d'opinion. »

Le lecteur peut éventuellement consulter : AMOUROUX (Henri), *La Grande Histoire des Français après l'Occupation*, vol. 9 : *les règlements de comptes, septembre 1944-janvier 1945*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1991, 767 p. ; NOVICK (Peter), *L'épuration française 1944-1949*, préface de Jean-Pierre Rioux, Éditions du Seuil, collection Points Histoire, 365 p.

En revanche, pour tout ce qui concerne le Berry, consulter les premiers travaux de Jean-Louis Laubry qui, dans le cadre de sa thèse sous la direction du professeur Pierre Laborie, étudie l'épuration dans les départements du Cher et de l'Indre, (cf « L'épuration judiciaire dans les départements de l'Indre et du Cher (organisation, fonctionnement et population jugée) », *Actes du Colloque « 1940-1944, Mémoire nationale - Mémoire locale »*, Châteauroux, Centre Universitaire, 22 octobre 1994, ASPHARES, 1995.)

(11) *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 24 août 1988, « "Vérité 89" à Palluau : souscription, stèle et livre »

(12) La célébration du premier centenaire de la Révolution française et de la naissance de la République avait été déjà le prétexte à de rudes affrontements entre conservateurs et radicaux, voir à ce sujet :

- GIÉVIS (Alain), « La célébration du centenaire de la Révolution Française dans le département de l'Indre. La place de la Révolution dans les discours électoraux », *Bulletin du Groupe d'Histoire et d'Archéologie de Buzançais* n° 22, 1990, pp. 137-141 ;

- GIÉVIS (Alain), « L'Église du Berry et le premier centenaire de la Révolution française », *actes du colloque du 22 octobre 1989, La Révolution et l'Église*, Châteauroux, édité par le Groupe d'Histoire et d'Archéologie de Buzançais, 1990 ;

- GIÉVIS (Alain), « La célébration du centenaire de la

République dans le département de l'Indre (1892) », in 1792, *naissance de la République dans le centre-ouest. Villes, Campagnes et République*, Actes du Colloque d'Orléans-Tours, 24-26 octobre 1992, Collection Sciences de la Ville N° 5, Maison des Sciences de la Ville de l'Université de Tours, 1993, pp. 87-102.

(13) On peut consulter aux Archives Départementales de l'Indre le mémoire d'un jeune historien qui a eu le mérite d'effectuer un travail pionnier, sans doute, les archives ne sont guère abondantes, mais dans le désert qu'est l'histoire politique du département de l'Indre, ce travail fait figure d'oasis rafraîchissante : CHARLOTON (Vincent), *L'Action Française dans l'Indre, de la création des premières sections à la fin du Nouveau Berry*, Mémoire de Maîtrise d'histoire, sous la direction de Michèle Cointet, Université François Rabelais, UFR Sciences de l'Homme, département d'histoire, Tours, Mai 1994, 146 p. plus annexes. Se reporter également à la thèse de WEBER (Eugen), *L'Action Française*, Paris, Éditions Stock, 1964, 649 p., plus particulièrement le chapitre 10, « La Ligue : devoirs, doctrines et cotisations », p. 200 sqq. la cartographie de l'auteur souligne la représentation par département de l'Action Française. Voir aussi le superbe essai de BOUTANG (Pierre), *Maurras, la destinée et l'œuvre* Paris, Librairie Plon, 1984, 711 p. ; et enfin, pour saisir la pensée de Charles Maurras (juste après l'armistice de 1940) et comprendre pleinement le sens de l'expression « divine surprise » :

- MAURRAS (Charles), *La seule France – Chronique des jours d'épreuve*, Lyon, Librairie H. Lardanchet, 1941, 329 p. ;

- MAURRAS (Charles), *Votre bel Aujourd'hui. Dernière lettre à Monsieur Vincent Auriol, Président de la IV^e République*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1953, 491 p. (rédigé dans la prison de Clairvaux en 1950) ;

- BOUTANG (Pierre), op. cit., p. 599 sqq., dans ces pages, l'auteur tente d'expliquer ce que fut l'attitude de Charles Maurras tant envers le maréchal Pétain que vis-à-vis de la collaboration ; il montre aussi que les familiers de Maurras ne comprirent pas toujours sa pensée.

(14) *La Gerbaude*, Revue du Berry et autres lieux du Centre, deuxième trimestre 1951, n°15, pp. 25-36.

(15) BAINVILLE (Jacques), *Histoire de deux peuples continuée jusqu'à Hitler*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1939, 252 p.

(16) Cf. Archives Nationales FICIII 1157, Rapports mensuels du préfet de l'Indre André JACQUEMART juillet 1940 - juillet 1944 ; Archives Départementales de la Haute-Vienne 185 W 1 /54, rapports mensuels du préfet de l'Indre André JACQUEMART (octobre 1941-juillet 1944) ; Archives Départementales de la Haute-Vienne 185 W 3/12-13, Bulletin hebdomadaire d'information du Service Régional des Renseignements Généraux ; Archives Départementales de la Haute-Vienne 185 W1/159, rapport du délégué régional chargé de la censure Marcel Pays.

Pour les départements de la région de Limoges, dont faisait partie le département de l'Indre, on peut consulter aux Archives Départementales de la Haute-Vienne ces rapports, soumis à dérogation, les chercheurs ont l'inevitable chance d'avoir à leur disposition un inventaire-sommaire. Quant aux Archives Départementales de l'Indre, hélas, les archives ont soit disparues ou, alors, le chercheur devra s'armer de patience pour attendre que les services concernés effectuent les versements auxquels ils sont légalement astreints. De plus, l'étrange pratique des dérogations soumet le chercheur aux joies et aux peines de la maternité, eu égard non seulement aux délais d'attente de l'heureux événement que constitue l'inevitable privilège d'avoir accès aux documents rares, mais également aux déceptions entraînées par les refus injustifiés et incompréhensibles, cf. COMBE (Sonia), *Archives interdites – Les peurs françaises face à l'Histoire contemporaine* Paris, Albin Michel, 1994, 328 p.

M. de La Rocque était conseiller du comte de Paris, il s'agissait du frère du colonel de la Rocque, leader des Croix de Feu puis du P.S.F., voir RIST (Charles), *Une saison gâtée. Journal de la guerre et de l'occupation (1939-1945)*, établi, présenté et annoté par Jean-Noël Jeanneney, Paris, Fayard, 1983, p. 49.

(17) Archives Départementales de la Haute-Vienne 185 W 1/100 ; archives très lacunaires ne permettant pas de reconstituer l'activité de ces groupes ainsi que leur composition.

(18) La communication de ces documents engage le chercheur à respecter l'anonymat des acteurs dont le nom figure dans ces rapports, mesure dont on peut comprendre aisément le bon sens. En revanche, l'extrait d'articles de journaux relève d'autres appréciations de la part de l'historien.

(19) PÉAN (Pierre), *Une jeunesse française. François Mitterrand 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994, p. 10.

(20) FAUX (Emmanuel), LEGRAND (Thomas), PEREZ (Gilles), *La main droite de Dieu. Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 88.

(21) Pour tout ce qui concerne les difficultés rencontrées pour tenter d'analyser l'opinion publique durant l'occupation et sous le régime de Vichy, voir :

- LABORIE (Pierre), « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième siècle*, revue d'histoire, n° 18, avril-juin 1988, pp. 101-117 ; LABORIE (Pierre), *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, 397 p. ; COINTET (Michèle), « Connaître l'opinion publique sous le Régime de Vichy », *Actes du Colloque « 1940-1944, Mémoire nationale - Mémoire locale »*, Châteauroux, Centre Universitaire, 22 octobre 1994, ASPHARESD, 1995.

(22) Archives Nationales FICIII 1157.

(23) Archives Départementales de l'Indre 2 Z 2596, rapport du commissaire B... du Blanc au préfet de l'Indre et au sous-préfet du Blanc, 28 octobre 1940.

(24) DURAND (Yves), *La vie quotidienne des prisonniers de guerre dans les stalags, les oflags et les kommandos 1939-1945*, Paris, Hachette, 1987, 305 p.

(25) NICAULT (Maurice), *Le Berry dans la guerre 1939/1945, la vie quotidienne sous l'occupation*, Éditions Horvath, 1986, p. 37. Cet historien de la période ne livre jamais l'origine de ses sources dans la plupart de ses publications, est-ce le goût du secret ? Il est donc impossible de vérifier ou de compléter ce travail, c'est pour le moins surprenant, d'autant que Maurice Nicault a eu très souvent la caution d'instituts scientifiques ; mais taire l'origine de sa documentation est le plus sûr moyen de faire de vous l'oracle local !

Reste que l'appareil statistique pour la guerre de 1939-1945, comme pour celle de 1914-1918, est difficile à reconstituer pour le département de l'Indre.

(26) Cf. CONAN (Éric), ROUSSO (Henry), *Vichy un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, pp. 43-44.

(27) PONGE (Francis), *Nouveau recueil 1923-1942*, édition établie et annotée par Jean Thibaudeau, Paris, Gallimard NRF, 1992, p. 54.

(28) PÉAN (Pierre), *Une jeunesse française...*, *op. cit.*, p. 113.

(29) FABRE-LUCE (Alfred), *Journal de la France 1939-1944*, édition définitive, Genève, Éditions À L'Enseigne Du Cheval Ailé, 1946, p. 20.

(30) Cf. BLOCH (Marc), *L'étrange défaite*, préface de Stanley Hoffmann, Paris, Éditions Gallimard, 1990, p. 203 sq.

(31) Cf. BITOUN (Pierre), *Les hommes d'Uriage*, Paris, Éditions La Découverte, 1988, 283 p. ; COMTE (Bernard), *Une utopie combattante – L'École des cadres d'Uriage, 1940-1942*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1991, 639 p. ; WIEVIORKA (Olivier), *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Éditions du Seuil, 451 p. ; DE LA PORTE DU THEIL (J.), *Un an de commandement des Chantiers de la Jeunesse*, Paris, Éditions Sequana, 1941, p. 12.

(32) FLORY (Thiébaud), *Le mouvement régionaliste français, sources et développements*, Paris, P.U.F., 1966. ; MAURRAS (Charles), PAUL-BONCOUR (J.), *Un débat nouveau sur la République et la décentralisation*, Toulouse, Société Provinciale d'Édition, 1905, 163 p. ; CARDOT (Charles-Antoine), « Un débat contradictoire sur la décentralisation en 1903 », *Actes du Colloque des 2 et 3 mai 1985, Vertus et limites de la décentralisation*, Université de Clermont-Ferrand, *Les Cahiers du Droit Public*, pp. 37-59.

(33) THIESSE (Anne-Marie), « Le mouvement littéraire régionaliste (1900-1945) », *Ethnologie française*, 1988-3, juillet-septembre, tome 18, pp. 220-232. ; THIESSE (Anne-Marie), *Écrire la France-le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la belle époque et la libération*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991, 312 p.

(34) BOUTANG (Pierre), *op. cit.*, p. 599.

(35) Idem, p. 598.

(36) Cf. ROUSSO (Henry), *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points-Histoire, 1990, 417 p. ; CONAN (Éric), ROUSSO (Henry), *Vichy un passé qui ne passe pas ...*, *op. cit.* Ces deux ouvrages font le point justement sur les multiples aspects des controverses et sur la question de l'interprétation concernant cette période. Néanmoins, on peut reprocher à Henry Roussou de sous-estimer les difficultés rencontrées par le chercheur pour avoir accès à la documentation.

(37) Archives Nationales, le fonds des archives du Chef de l'État, 2 AG 570, 2 AG 571, 2 AG 638, 2 AG 639, 2 AG 642, 2 AG 643.

Cf. BANCAL (Jean), *Les circonscriptions administratives de la France - Leurs origines et leur avenir (contribution à l'étude de la géographie administrative)*, Paris, Librairie Recueil Sirey, 1945 ; BARRAL (Pierre), « Idéal et pratique du régionalisme dans le régime de Vichy », *Revue Française de Science Politique*, volume XXIV, n° 5, octobre 1974, pp. 911-939 ; COINET (Michèle), *Le Conseil National de Vichy—Vie politique et réforme de l'État en régime autoritaire (1940-1944)*, Thèse présentée à l'Université de Paris X pour l'obtention du Doctorat d'État, 1984, 3 tomes, 1328 p. ; DELAGE (Marc), *Région de Haute-Aquitaine — Bas-Berry — Marche — Limousin — Montmorillonnais — Angoumois — Périgord — Haut-Quercy (partie)*, préface de Franck Delage, Paris-Limoges-Nancy, Charles-Lavauzelle & cie, 1945, 145 p. ; WARNE (Christopher), *Regionalism and regionalists at Limoges 1940-1944*, B.A. with Honours in Modern History and French, Limoges, Arch. Dép. de la Haute-Vienne, I/J 636, 53 p.

(38) La Bretagne, les Flandres françaises, la Corse, l'Alsace, en revanche, connurent des mouvements tendant au séparatisme, se fourvoyant même dans une entreprise de rapprochement avec les nazis, cf. ARZALIER (Francis), *Les perdants, la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XX^e siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 1990, 269 p. ; GRAS (Christian), GRAS (Solange), *La révolte des régions d'Europe occidentale de 1916 à nos jours*, préface de Roland Mousnier, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, 263 p. ; JÄCKEL (Eberhard), *La France dans l'Europe de Hitler*, préface de Alfred Grosser, Paris, éditions Fayard, 1968.

(39) CHARLES-BRUN, *Le régionalisme*, Paris, Bloud et Cie, Éditeurs, 1911, 289 p.

(40) Jacques de Vasson, du reste, fut l'un des cadres de la Légion Française des Combattants pour le département de l'Indre. Nous ne citerons ici que des extraits de la presse librement consultable et donc non soumise aux impératifs de confidentialité réservés aux documents non encore communicables, hors dérogation. Ainsi par exemple :

- *Écho de l'Indre*, 8/8/41, « M. Jacques de Vasson, président chef de canton, est désigné pour représenter la Légion dans la répartition des stocks intéressant l'Agriculture du département de l'Indre et Loir-et-Cher en liaison avec le

Président de la Chambre d'Agriculture. » ;

- *Écho de l'Indre*, 5/12/41 « M. Jacques de Vasson, nommé président de l'arrondissement de La Châtre pour la Légion Française des Combattants » ;

- *Écho de l'Indre*, 12/12/41, allocution de M. de Vasson, président d'arrondissement : « Parlant des combattants, M. de Vasson dit qu'il ne doit pas y avoir de différence entre ceux des deux guerres qui doivent rester unis sans se faire de reproches et vivre dans une fraternité totale. Parlant des prisonniers qui souffrent, tant moralement que physiquement, il dit que tout doit être mis en œuvre pour abréger leurs souffrances. Le président d'arrondissement demande aux Légionnaires de porter leur insigne qu'ils doivent considérer comme une décoration. Il ajoute que la Révolution Nationale suit une marche ascendante vers un ordre nouveau et termine en exprimant sa certitude de voir la résurrection d'une France nouvelle. » ;

- *Le Département*, 25 janvier 1943, « Légion française des Combattants – Union départementale de l'Indre et du Loir-et-Cher (zone non occupée) : M. Benoit Jacques a été nommé président du secteur de La Châtre en remplacement de M. de Vasson nommé chef des activités paysannes. M. de Vasson Jacques a été nommé chef des activités paysannes, poste nouvellement créé. »

(41) Ces monographies sont conservées à la bibliothèque municipale de Châteauroux sous la cote BY 197/5, il serait souhaitable de voir ces documents d'archives confiés aux Archives Départementales de l'Indre puisqu'il s'agit en fait de documents envoyés initialement à la Préfecture. Hélas, les rapports des préfets sont d'une totale indigence pour tout ce qui relève de cette question, à tout le moins pour le département de l'Indre. La seule source exploitable étant donc la liasse conservée à la bibliothèque de Châteauroux.

(42) Cf. FAURE (Christian), *Le projet culturel de Vichy...*, *op. cit.*, p. 53 sqq.

(43) Louis Chevalier fut membre du Comité Départemental de Libération, qui député de l'Indre M.R.P. en 1946, cf. NICAULT (Maurice), *Le Berry dans la guerre 1939/1945*, *op. cit.*, p. 114-116.

(44) « Rapport sur les travaux de la Société des Antiquaires du Centre pendant les années 1938-1939-1940-1941-1942 », *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1941-1943, XLIX^e Volume (19^e de la 2^e série), Bourges, Imprimerie André Tardy, 1945. Arch. Départementales du Cher, Per 539 (49).

(45) *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1938-1941, Issoudun, Laboureur & Cie, Imprimeurs-éditeurs, 1941. pp. VII-VIII.

(46) Cf. FAURE (Christian), *Le projet culturel de Vichy...*, *op. cit.*, pour la mise en place de ces projets.

(47) *Le Gargaillois, Revue Mensuelle d'Art et de Littérature – Chronique du Berry*, Archives Départementales de l'Indre.

(48) Les rapports des préfets ne mentionnent pas ces pro-

jets, alors que le préfet avait l'occasion d'assister aux délibérations des membres de la Chambre de Commerce, de même la presse n'évoque pas les projets de Maurice Brimbal.

(49) La question de savoir si la presse peut être considérée comme une source exploitable, ou non, pour l'histoire de la période reste encore pertinente. La censure, l'idéologie du régime de Vichy font que tout article est suspect, mais *a contrario* ne peut-on justement utiliser des articles qui avaient pour mission de rendre compte d'événements allant dans le sens de ce que souhaitaient les thuriféraires de la Révolution Nationale. Certes, si aucun rapport administratif, relatant ces faits, n'existe dans les dépôts d'archives, la plus grande prudence s'impose donc.

(50) GRAS (Christian), GRAS (Solange), *La révolte des régions d'Europe occidentale de 1916 à nos jours, op. cit.*, p. 141.

(51) Les bibliothèques de Châteauroux, de La Châtre, d'Issoudun, de Bourges ne possèdent pas ces ouvrages, finalement l'on peut douter de leur parution, mais est-ce certain ? Seul, Jean-Louis Boncœur, alias Edouard Lévêque, serait en mesure de fournir quelques renseignements à ce sujet, mais celui qui a consacré toute sa vie au folklore n'a pas peut-être pas du tout envie d'évoquer cette période difficile.

(52) Les documents que nous publions dans le cadre de cet article infirment donc les propos tenus par les militants de *Maintenance du Berry*, version fin de siècle, qui prétendent que le fondateur, Henri Mignoton, aurait fondé ce mouvement avant la guerre.

(53) Archives Départementales de l'Indre, M 7922, associations 1912-1946.

(54) Archives départementales de la Haute-Vienne 185 W 1/72, rapports mensuels du délégué régional à la jeunesse

septembre 1941-juillet 1944.

(55) BERDUCAT (Jeanine), *Léonie, femme de la terre*, Châteauroux, La Bouinotte Édition, 1992, 211 p.

(56) SCARPETTA (Guy), *Éloge du cosmopolitisme*, Paris, Éditions Bernard Grasset, 1981, pp. 17-19, pp. 84-90 ; SCARPETTA (Guy), « Sur le nationalisme », *La Règle du Jeu*, 1^{ère} année, sept. 1990, n° 2.

(57) SÉGUÉLA (Jacques), *Hollywood lave plus blanc*, Paris, Flammarion, pp. 28-33.

(58) ATTALI (Jacques), *Verbatim*, tome I, 1981-1986, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1993, p. 9.

(59) GOUZE (Roger), *Mitterrand par Mitterrand*, Paris, Le Cherche Midi éditeur, 1994, p. 95.

(60) « Édouard et François – La communion solennelle », *Les dossiers du « Canard »*, n° 53, octobre 1994, p. 32.

(61) MITTERRAND (François), *La paille et le grain — Chronique*, Paris, Flammarion, 1975, p. 268.

(62) GOGUEL (François), *Modernisation et comportement politique*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, travaux et recherches de science politique, Armand Colin, 1969.

(63) PORTELLI (Hugues), *Le socialisme français tel qu'il est*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, 213 p.

(64) TODD (Emmanuel), *La nouvelle France*, Paris, Éditions du Seuil, 1988, p. 278.

(65) DAGNAUD (Monique), MEHL (Dominique), *L'élite rose – Qui gouverne ? Les cabinets ministériels. Conseillers, experts et militants. Sociologie du pouvoir socialiste*, Paris, Éditions Ramsay, p. 59.

(66) DONY (Jean-François), « Aux combattants de la Liberté », *Berry Magazine*, numéro spécial, 1944, avril 1994, p. 5.

(67) BERGERON (Francis), *Le secret d'Argentomagus*, préface de Gérard COULON, Saint-Vincent-sur-Oust, éditions Elor, 1990, 123 p.

(68) MORIN (Edgar), *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987, p. 199.

(69) Voir aussi LE BRAS (Hervé), *Le sol et le sang*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 121 p., dont l'essai pose la question des liens entre un territoire et les hommes qui l'occupent ; démographe, polytechnicien, Hervé Le Bras résiste aux préjugés et aux sophismes, à rebours du conformisme intellectuel ambiant. Ses recherches ne peuvent laisser indifférent.
